



LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

REVUE FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

Dans ce numéro :

**Après l'assassinat
de Samuel Paty :**

Contre tous les intégrismes

SUD Industrie

**Relever la tête et
se faire entendre**

M. Helie Lucas

Quelle ambiance !

C. Mahieux



Camillo Berneri face au

« délire raciste »

traduction Miguel Chueca



Entretien avec Anne Steiner



Prolétaires juifs du XIX^e s.

J.-K. Paulhan



Lettre d'Amérique :

La démocratie américaine ?

Toujours là, mais...

D. Ball

La Révolution Prolétarienne

Directeur : Stéphane JULIEN

ARP, 6 rue des mûriers, 14930 Eterville

Équipe revue : Catherine Bajoue, Pascal B., Quentin Dauphiné, Stéphane Julien, Benoît Kermoal, Christian Mahieux, Jean-Kely Paulhan, Louis Sarlin, Nedjib Sidi Moussa.

Éditée par :

Les Amis de la Révolution prolétarienne

Trimestriel. Abonnement : 23 euros

Commission paritaire n° 0321 G 87832

contact : redactionrp@gmail.com

Contre tous les fascismes

La décapitation de Samuel Paty à la sortie de son collège nous a sidérés et horrifiés. On connaissait depuis quelques années les menaces de Daesh sur les enseignants français, mais cela a pourtant été un électrochoc.

De nombreuses réactions tant face au terrorisme que face à l'épidémie laissent perplexe.

Être révolutionnaire ce n'est pas dire mécaniquement le contraire, ou s'aligner sur tel ou tel, fût-ce le gouvernement, c'est développer son esprit critique dans la vraie discussion et dans l'action en gardant ses principes fondamentaux (les miens ce sont l'autonomie ouvrière, la lutte de classe et le combat contre toutes les réactions et barbaries).

À quoi bon avoir soutenu les Kurdes dans leur combat politique et militaire contre un islamisme fascistoïde pour, quand celui-ci frappe ici, minimiser, excuser, tergiverser ? C'est le même combat à mener. On ne le mènera pas sans commencer par clairement identifier et nommer ce qui est une extrême droite. Et cela ne s'oppose pas à un antiracisme sans concession.

À quoi bon se dire libertaire si sa « liberté » c'est le refus par « principe » du confinement ou du couvre-feu, c'est mettre en danger sanitaire la population pour que son petit moi puisse continuer d'ignorer tout principe de réalité, toute contrainte objective ? L'égoïsme criminel, c'est déjà ce à quoi veut nous inviter le capitalisme.

Commençons plutôt par une meilleure protection des salarié-e-s. Du décret scélérat du 29 août à sa suspension par le Conseil d'État le 15 octobre, la plupart des personnes vulnérables ont dû retourner travailler en présentiel. La journée de carence a été rétablie le 11 juillet, induisant forcément du présentéisme de malades. Aucun bilan des effets délétères du travail en distanciel n'a été fait à l'issue de la « première vague ». Combien, parmi celles et ceux qui ergotent si tel ou tel secteur, tel ou tel commerce relèvent ou pas des services « essentiels » et doivent rester ouverts, pensent aux salarié-e-s concerné-e-s et à leur santé ?

Mobilisons-nous contre tous les fascismes, tous les replis identitaires, et pour la défense de la santé et des conditions de travail des nôtres. Le virus et le terrorisme qui plombent l'ambiance sont déjà assez mortifères pour qu'on ne prête le flanc ni à l'un ni à l'autre.

Contre tous les intégrismes, qu'ils soient politiques ou religieux, il faut agir !

Communiqué de l'Union Fédérale SUD Industrie¹:

L'Union Fédérale SUD Industrie tient tout d'abord à apporter toute sa solidarité et son soutien à la famille et aux proches de l'enseignant assassiné, ainsi qu'à tout le personnel de l'Éducation nationale. Au-delà de notre vision interprofessionnelle, nous sommes tous concernés : c'est bien la barbarie qui a frappé la semaine dernière en visant les principes de liberté d'expression et de laïcité, qui doivent être enseignés aux enfants, tout comme le droit à la caricature. C'est aussi l'occasion de rappeler avec solennité notre attachement à l'école publique, laïque et gratuite, ainsi qu'à tout son personnel.

Il ne s'agit ni d'un incident, ni d'un acte isolé, mais bel et bien de la traduction d'une idéologie intégriste religieuse, la même dont se sont réclamés les auteurs des attentats contre *Charlie Hebdo* ou l'*hyper-Casher*, la même qui radicalise et conduit à des dérives sectaires et qui porte un nom : l'islamisme politique. Il faut clairement nommer les choses dans une période où justement les amalgames naissent à tort et à travers. L'islamisme politique, qui tente de faire croire qu'il s'exprime au nom des « musulmans », doit être sévèrement combattu. Le combat antiraciste doit être à la fois une lutte de tous les instants, et déjà dans nos entreprises contre les discriminations, tout en luttant avec autant de vigueur contre les fascistes politiques et religieux.

Il n'y a pas de monopole concernant l'intégrisme religieux, car chaque courant en contient... Ainsi, comme nous l'avons déjà écrit et porté dans le passé, toutes les organisations intégristes qui divisent la classe ouvrière en souhaitant développer le communautarisme sont des ennemies des travailleurs. Pire, elles tentent par tous les moyens de pénétrer la société, y compris le mouvement syndical. Pour toutes ces raisons, les organisations identitaires, fascistes, intégristes, et celles et ceux qui les soutiennent en tentant de se donner une vitrine plus politiquement correcte, doivent être bannies des rapports avec Solidaires et l'ensemble du mouvement social.

Qu'il s'agisse par exemple de Civitas (catholicisme intégriste), de la LDJ (Ligue de défense juive) ou du CCIF (faux-nez de l'islamisme po-

litique), qui ne sont qu'un miroir, il faut bien entendu les dissoudre et mettre à mal ces organisations par tous les moyens ainsi que celles et ceux qui soutiennent leurs idéologies mortifères ; la lutte antifasciste ne peut cependant faire confiance au gouvernement pour y arriver, car c'est bien par la mobilisation syndicale que nous pouvons au quotidien nous opposer à ces discours de haine et permettre d'unir les travailleurs pour construire une société débarrassée de toutes les exploitations.

D'ici-là, soyons clairs, pour tous les intégrismes politiques et religieux : No Pasarán !

Union Fédérale SUD Industrie



L'Union Fédérale SUD Industrie

Paris, le 20 octobre 2020

Assassinat de Samuel Paty :
**Contre tous les intégrismes, qu'ils soient
politiques ou religieux, il faut agir !**

L'Union Fédérale SUD Industrie tient tout d'abord à apporter toute sa solidarité et son soutien à la famille et aux proches de l'enseignant assassiné, ainsi qu'à tout le personnel de l'éducation nationale. Au-delà de notre vision interprofessionnelle, nous sommes tous concernés : c'est bien la barbarie qui a frappé la semaine dernière en visant les principes de liberté d'expression et de laïcité, qui doivent être enseignés aux enfants, tout comme le droit à la caricature. C'est aussi l'occasion de rappeler avec solennité notre attachement à l'école publique, laïque et gratuite, ainsi qu'à tout son personnel.

Il ne s'agit ni d'un incident, ni d'un acte isolé, mais bel et bien de la traduction d'une idéologie intégriste religieuse, la même dont se sont réclamés les auteurs des attentats contre *Charlie Hebdo* ou l'*hyper-Casher*, la même qui radicalise et conduit à des dérives sectaires et qui porte un nom : l'islamisme politique. Il faut clairement nommer les choses dans une période où justement les amalgames naissent à tort et à travers. L'islamisme politique, qui tente de faire croire qu'il s'exprime au nom des « musulmans », doit être sévèrement combattu. Le combat antiraciste doit être à la fois une lutte de tous les instants, et déjà dans nos entreprises contre les discriminations, tout en luttant avec autant de vigueur contre les fascistes politiques et religieux.

Il n'y a pas de monopole concernant l'intégrisme religieux, car chaque courant en contient... Ainsi, comme nous l'avons déjà écrit et porté dans le passé, toutes les organisations intégristes qui divisent la classe ouvrière en souhaitant développer le communautarisme sont des ennemies des travailleurs. Pire, elles tentent par tous les moyens de pénétrer la société, y compris le mouvement syndical. Pour toutes ces raisons, les organisations identitaires, fascistes, intégristes, et celles et ceux qui les soutiennent en tentant de se donner une vitrine plus politiquement correcte, doivent être bannies des rapports avec Solidaires et l'ensemble du mouvement social.

Qu'il s'agisse par exemple de Civitas (catholicisme intégriste), de la LDJ (Ligue de défense juive) ou du CCIF (faux-nez de l'islamisme politique), qui ne sont qu'un miroir, il faut bien entendu les dissoudre et mettre à mal ces organisations par tous les moyens ainsi que celles et ceux qui soutiennent leurs idéologies mortifères ; la lutte antifasciste ne peut cependant faire confiance au gouvernement pour y arriver, car c'est bien par la mobilisation syndicale que nous pouvons au quotidien nous opposer à ces discours de haine et permettre d'unir les travailleurs pour construire une société débarrassée de toutes les exploitations.

**D'ici-là, soyons clairs, pour tous les intégrismes
politiques et religieux :**
No Pasarán !

Union Fédérale SUD Industrie - 10 avenue Rachel, 751018 Paris - permanence@sudindustrie.org

¹ <http://sudindustrie.org/>, 20/10/2020.

Relever la tête et se faire entendre.

La décapitation de Samuel Paty en France et l'expérience algérienne

Le texte qui suit est dû à la sociologue algérienne Marieme Helie Lucas, qui participa dans les années 1980 à la fondation du réseau « Femmes vivant sous les lois musulmanes » et qui est, depuis 2006, coordinatrice de l'organisation « Secularism is a Women's Issue » [La laïcité est une affaire de femmes]. On peut lire nombre de ses essais sur le site Europe Solidaire Sans Frontières.

Les assassinats par décapitation ou par l'épée – qui sont hautement symboliques de toutes les organisations d'extrême droite musulmanes (Al Qaeda, les talibans, les GIA², Al-Shabaab, Daech, Boko Haram, etc.) – ne sont pas un phénomène nouveau en France. Plusieurs cas se sont déjà produits ces dernières années. Ils mettent en lumière la volonté de leurs responsables non seulement d'« exécuter » la victime pour ses « crimes », mais aussi d'envoyer un avertissement aux futures victimes potentielles : dans le cas présent, quiconque osera republier les « caricatures de Mahomet ». C'est pourquoi filmer des décapitations ou photographier la tête tranchée du professeur de français Samuel Paty est une étape cruciale. Qui osera enseigner la liberté d'expression dans les écoles françaises après les vacances de la Toussaint ? Alors, relevons la tête et faisons-nous entendre...

En Algérie aussi, bien avant la « décennie sanglante » des années 1990 et la « guerre contre les civils » comme nous l'appelions alors, nous avons également été témoins de ces terrifiants crimes de guerre islamistes : la première « exécution », *au début des années 1970*, avait été celle d'un étudiant communiste, qui fut confronté à un tribunal islamiste créé ad hoc dans les locaux de l'université d'Alger, où j'enseignais à l'époque, et fut « exécuté » par l'épée sur place.

Il est important de comprendre que le même scénario qui s'est réalisé en Algérie juste après l'Indépendance et a culminé dans les années 1990 se reproduit aujourd'hui en Europe : petit à petit, il y a eu un contrôle fondamentaliste sur les femmes, sur leur tenue vestimentaire, leur comportement, leurs choix, etc. Il y avait un « châtement islamique », comme on disait alors, pour les « kâfirs » (les mécréants) – généralement la peine de mort – ou pour tout « comportement non islamique » tel que fumer, boire, ne pas prier cinq fois par jour, ne pas jeûner pendant le Ramadan, etc.

Mais qui se souciait d'une poignée de femmes re-

belles, de picoleurs, de gays ou d'incroyants ? L'État n'était certainement pas disposé à mettre en danger la « paix sociale » pour ces citoyens de second ordre. L'État français ne fit pas mieux lorsque les premières victimes sur son sol furent des jeunes femmes ou des intellectuels isolés, des décennies avant l'assassinat d'un enseignant survenu il y a quelques jours. Et, jusqu'à présent, la France n'a rien appris de ce qui se passa ensuite en Algérie.

Pendant trois décennies, des années 1960 aux années 1980, la violence en Algérie ne fit qu'augmenter, jusqu'à ce que, dans les années 1990, les fondamentalistes décident de qualifier de « kâfir » tout citoyen qui avait quelque chose à voir avec l'État « kâfir », comme, par exemple, envoyer ses enfants à l'école, être soigné dans les hôpitaux publics, aller à n'importe quel service gouvernemental pour y obtenir une pièce d'identité, etc. Comme il y avait à l'époque de nombreux détracteurs du gouvernement, permettez-moi de rappeler aux lecteurs qu'en Algérie, l'éducation était totalement gratuite pour les garçons et les filles, et qu'il en allait de même pour tous les citoyens. (Peu de pays européens ou nord-américains pourraient en dire autant, alors que des pauvres meurent encore aux portes des hôpitaux, faute de ressources pour payer leurs soins.) En d'autres termes, n'avoir aucune relation avec l'État « kâfir » en Algérie était un commandement fondamentaliste impossible à respecter dans un pays où tout était contrôlé par l'État. Le nombre de victimes qui furent « punies » par les groupes armés islamistes d'extrême droite monta en flèche : pour les années 1990, on l'estime à environ 200 000³.

En France, les réfugiés algériens de ces années-là, qui avaient déjà vécu tout ce processus, ne cessaient de mettre en garde contre des événements similaires en France, mais nous n'avons pas été entendus. De plus, nous étions considérés comme anti-islamistes, comme si les groupes islamistes armés étaient les seuls véritables représentants de l'islam, ou tenus pour des suppôts du gouvernement algérien, alors que la plupart d'entre nous avaient été persécutés par l'État comme membres de l'opposition progressiste.

Les organisations internationales de défense des droits humains ont été les premières à accueillir les islamistes en tant que victimes de l'État et à nous rejeter comme « islamophobes », un concept rondement fabriqué par l'extrême droite musulmane, qui s'est maintenant répandu dans le monde entier. Les

³ Ce n'est pas sans raison qu'on a qualifié cette décennie de « seconde guerre d'Algérie ».

¹ Titre original : "Stand and Be Counted. Samuel Paty's decapitation in France and Algerian experience", *Feminist Dissent*, 19 octobre 2020. Les notes de bas de page sont du traducteur, le très cervantin Sidi Ahmed Benengeli.

² Les Groupes islamiques armés furent les principaux responsables des effroyables tueries de masse survenues dans les années 1990 en Algérie.

organisations de défense des droits de l'homme porteront le stigmata de leur choix politique inhumain : je suis convaincue que l'Histoire les jugera.

Au cours des années 1990, lorsque des gens ordinaires ont tenté de fuir la violence d'extrême droite islamiste, ils se sont vu refuser des visas pour la France au motif qu'ils n'étaient pas persécutés par le gouvernement mais par des acteurs non étatiques. Nous nous en souvenons tous amèrement et avons établi des dossiers complets à ce sujet, tandis que d'éminents islamistes, dont certains avaient du sang sur les mains, étaient accueillis en tant que réfugiés politiques en Europe et en Amérique du Nord.

D'une certaine manière, la politique délibérée de la France d'accueillir les opposants islamistes d'extrême droite de l'État algérien porte désormais ses fruits. Ils sont maintenant devenus une force politique à part entière en France, qui montre ses muscles afin que les lois et les principes démocratiques se plient à son idéologie théocratique.

Depuis les années 1990, il y a eu en France de nombreux signes avant-coureurs de la montée d'une extrême droite musulmane, à l'instar de ce qui se passe au Royaume-Uni et dans d'autres pays européens. Citons-en quelques exemples : diverses tentatives des fondamentalistes musulmans pour changer les lois ou les habitudes culturelles : par exemple, une tentative d'inclure dans la loi une clause sur la virginité de la mariée comme condition préalable à la validité d'un mariage ; plusieurs tentatives pour légaliser la séparation totale des sexes dans l'éducation, dans les hôpitaux, dans les piscines, etc. ; plusieurs tentatives pour changer les programmes des écoles : pas de cours d'art, pas de gymnase pour les filles, pas de cours de biologie, à moins que le créationnisme ne soit enseigné à la place du darwinisme, etc. En France, de nombreuses filles et jeunes femmes ont été agressées et certaines d'entre elles ont été tuées depuis les années 1990, pour « comportement non islamique ». De tels signes avant-coureurs ont été ignorés, malgré les vaines tentatives des réfugiés algériens anti-fondamentalistes d'alerter les autorités et les médias, ainsi que les organisations de défense des droits de l'homme.

Fait intéressant, les progressistes et les organisations de défense des droits humains en Europe expliquent les crimes et les violations commis par l'extrême droite musulmane par le racisme auquel seraient soumis leurs coreligionnaires en Europe. (Dans le cas des journalistes et caricaturistes de *Charlie Hebdo*, beaucoup de gens de

gauche et de défenseurs des droits de l'homme justifient en fait les meurtres, déclarant sans vergogne que les victimes méritaient leur sort pour avoir insulté les « musulmans ».) Certes, il y a du racisme en France, comme il y en a au Royaume-Uni, et il existe une évidente discrimination dans le domaine du logement et de l'emploi, mais il existe aussi des organisations anti-racistes qui défendent les victimes. Et l'État lui-même n'est pas raciste : il n'y a pas de lois discriminatoires (la gratuité de l'éducation et de la santé profite à tous). Les pratiques discriminatoires qui, bien sûr, existent malheureusement au niveau individuel, sont condamnées par les tribunaux. C'est plus que ce que nous pouvons offrir aux étrangers dans nos pays d'origine, comme on peut le voir avec les vagues de migrants terriblement maltraités quand, en route pour l'Europe, ils traversent l'Afrique du Nord, où être Noir équivaut encore à être traité comme un sous-homme.

À bien des égards, ceux d'entre nous qui viennent de pays dits musulmans sont des privilégiés, puisque nous n'avons pas à justifier les crimes de l'extrême droite musulmane par l'existence du racisme, et que nous savons avec certitude que la religion en soi n'est pas en jeu. Prenons l'Algérie, où pratiquement 99 % des gens sont officiellement déclarés musulmans du fait qu'ils sont nés dans une famille musulmane et dans un pays à majorité musulmane ; où l'ethnicité (qui, il y a peu encore, était exclusivement arabe), la religion (l'islam) et la citoyenneté (algérienne) sont confondues et pratiquement synonymes. Comme dans d'autres pays d'Asie du Sud, du Moyen-Orient ou d'Afrique subsaharienne, ce sont des « musulmans » qui tuent des « musulmans ». La religion est le cache-sexe des forces politiques d'extrême droite ; comme les nazis de « race » aryenne, l'extrême droite musulmane croit appartenir à la religion supérieure du monde ; comme



Présence des Kurdes dans les rassemblement en hommage à Samuel Paty

les fascistes italiens invoquant le passé glorieux de Rome, elle justifie son très haut statut autoproclamé par référence à un passé mythifié : l'âge d'or de l'Islam. Comme les fascistes et les nazis, elle croit que cette supériorité lui confère le droit et le devoir d'éliminer physiquement les *Untermenschen* (les sous-hommes), qui, assez étrangement, ne semblent guère avoir changé de la Seconde Guerre mondiale à aujourd'hui : les Juifs et autres « races inférieures », les communistes, etc., auxquels nos fascistes/nazis autochtones ajoutent les « kâfirs ». Parmi de nombreuses autres similitudes, ils assignent aux femmes le rôle qui leur reviendrait par nature, axé sur les enfants, la cuisine et l'église⁴, dans notre cas, la mosquée.

L'un des nombreux problèmes dans l'analyse de crimes comme celui qui a été commis le vendredi 16 octobre en France contre un professeur d'histoire, dont le seul crime était d'enseigner le programme officiel sur la liberté d'expression, est le manque de vocabulaire adéquat pour nommer les coupables. Nous devons les qualifier en termes politiques et non religieux, comme cela se fait actuellement en France.

Les crimes et violations dont nous avons été témoins en Algérie au cours des années 1990, qui sont toujours perpétrés aujourd'hui dans de nombreux pays à prédominance « musulmane », ne sauraient être définis, dans nos contextes, comme perpétrés par des « musulmans » : nous sommes obligés d'identifier leurs responsables comme des forces politiques d'extrême droite.

Nommer ces forces politiques est essentiel. C'est la bénédiction conceptuelle que je souhaite à la France et à l'Europe, si nous ne voulons pas affronter ici, comme nous l'avons fait en Algérie, une autre « guerre contre les civils ». C'est pourquoi je dis que nous devons relever la tête et nous faire entendre.

Marieme Helie Lucas.

Traduction de Sidi Ahmed Benengeli.



⁴ Soit les fameux trois K allemands : *Kinder, Küche, Kirche*.

Dans la presse et sur internet

Quand on considère le terrorisme islamiste au niveau mondial, on voit que la plupart des victimes sont des musulmans ou des personnes supposées musulmanes simplement du fait de la loterie de la naissance. C'est pourquoi ceux qui comme moi sont originaires de ces régions du monde voient clairement l'islamisme pour ce qu'il est : une force politique d'extrême droite, qui a des pouvoirs étatiques dans bien des cas.

(...) Nous devons combattre toutes les extrêmes droites, y compris les islamistes. Nous devons défendre la liberté de croyance comme l'athéisme. Nous devons défendre la laïcité partout, car nos droits et nos vies en dépendent.

(Interview de **Maryam Namazie** dans *L'Express*, 1/11/2020, repris sur siawi.org. Maryam Namazie est membre du bureau politique du Parti communiste-ouvrier d'Iran)



Qui se souvient par exemple que Jean-Marie Le Pen se félicitait de la victoire du Front islamique du Salut en Algérie au début des années 1990 ? Raison de plus pour affirmer une solidarité sans faille avec ceux qui résistent à l'islamisme dans les pays arabo-musulmans et ceux qui, parmi les diasporas établies en Occident, refusent de cautionner les alliances contre-nature.

(Interview de **Nedjib Sidi Moussa** dans *Marianne*, 3/11/2020)



Il faut maintenant nommer cette extrême droite, l'analyser, comprendre ses codes, son langage, ses multiples relais à la fois médiatiques, associatifs, sa stratégie d'entrisme (...) Ce n'est pas parce qu'un problème est instrumentalisé qu'il n'existe pas et qu'il faut se réfugier dans un déni, même relatif.

(Tribune d'**Amar Bellal** dans *L'Humanité*, 22/10/2020)



Je me souviens que Benoît Mély avait été le premier en France à constituer un comité pour la défense de Salman Rushdie (...) Le fait que, de crainte de "l'islamophobie" (cf. ce qu'en pensait Charb) et d'un improbable "amalgame", certains refusent même de nommer le fanatisme religieux et le terrorisme islamique, est particulièrement inquiétant.

(Lettre de **Francisco Pallarés Aran**, auteur d'*Asturies 1934 : l'autre révolution d'octobre*, fondation-besnard.org, 23/10/2020)



En Syrie et en Irak, les populations souffrent de la présence des islamistes et des djihadistes. On parle là de milliers de morts, d'un enfer quotidien. Ceux qui, au Moyen-Orient, se battent contre les islamistes ne le font pas pour faire plaisir à l'Occident : ils ne veulent pas mourir, tout simplement. Ce sont des luttes existentielles : il n'y a pas de calculs ni d'opportunisme, puisque c'est résister ou disparaître. Et si leur combat peut ensuite profiter à l'ensemble de l'humanité, c'est très bien.

(Interview d'**Azad Baharavi**, conseiller de la Représentation du Rojava en France, *Ballast*, 6/11/2020)

(sélection par S.J.)

« La liberté n'est ni occidentale, ni orientale, elle est universelle »

Aujourd'hui

À la suite de l'exécution par décapitation, le vendredi 16 novembre, d'un professeur d'histoire-géographie d'un collège de Conflans-Ste-Honorine (Yvelines), Samuel Paty, pour avoir montré, avec précaution, des caricatures de Mahomet dans le cadre d'un cours d'éducation civique sur la liberté d'expression, trois militantes féministes de Toulouse décident d'afficher sur les murs du centre-ville un dessin de Charb, « *Et le cul de Mahomet, on a le droit ?* ». Moins d'une demi-heure après le début de leur action, elles sont interpellées par la police municipale. D'après la militante, un policier lui dit alors : « *C'est pas le collage qui pose problème, c'est le fait que vous collez contre la religion, c'est délit, vous n'avez pas le droit de critiquer la religion*¹. » Il n'est pas repris par ses collègues sur son ignorance de la loi en la matière. Ensuite, les trois militantes sont placées en garde à vue toute la nuit. L'information est reprise par de nombreux journaux², et même dans la presse étrangère³.

Interrogées par *La Dépêche du Midi*, les militantes expliquent leur démarche et à la question « Est-ce une action contre l'islam ? », répondent : « *Non, contre les religions en général qui, toutes, utilisent leurs textes pour dominer les femmes. Nous vivons dans un pays où la critique est possible mais en collant ces affiches, nous pensions à toutes les femmes. Bien sûr aussi à celles qui vivent dans des pays où on les oblige à porter le voile, où elles subissent l'excision, où elles ne peuvent pas conduire, où elles ne sont pas libres. Nous nous revendiquons femmes libres ce qui constitue une menace pour les religions. D'ailleurs lors du collage, nous avons eu droit à des menaces, des insultes et à des décollages immédiats*⁴. »

Dans le même entretien, elles soulignent que « *c'est la première fois que des militantes sont arrêtées et, surtout, placées en garde à vue* » pour une action d'affichage et précisent en ce qui concerne

1 <https://charliehebdo.fr/2020/10/societe/le-flic-nous-a-dit-cest-un-delit-vous-navez-pas-le-droit-de-critiquer-la-religion/>

2 Par exemple : <https://www.nouvelobs.com/mort-de-samuel-paty/20201020.OBS34958/a-toulouse-des-militantes-feministes-arretees-apres-avoir-colle-des-caricatures-de-charb.html>; <https://www.20minutes.fr/toulouse/2889095-20201020-militantisme-feministes-arretees-apres-avoir-colle-caricatures-liees-mahomet>; https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/terrorisme/enseignant-decapite-dans-les-yvelines/toulouse-des-militantes-feministes-arretees-apres-avoir-colle-des-caricatures-de-charb-dans-la-rue_4148351.html

3 <https://www.journaldemontreal.com/2020/10/19/france-des-militantes-arretees-apres-avoir-colle-des-dessins-du-cul-de-mahomet-1>; <https://www.lorientlejour.com/article/1237266/des-militantes-arretees-apres-avoir-colle-des-dessins-du-cul-de-mahomet.html>

4 <https://www.ladepêche.fr/2020/10/20/affichage-de-caricatures-de-charb-nous-ne-sommes-pas-des-delinquantes-mais-des-activistes-feministes-9152216.php>

les poursuites consécutives à leur arrestation :

« *Nous avons eu droit à un rappel à la loi. En principe, l'affichage sauvage est puni d'une contravention de 68 €. Mais on nous a parlé de dégradations en réunion, ce qui au maximum peut aller jusqu'à 5 ans de prison et 75 000 € d'amende.* »

À notre connaissance, aucun des médias qui ont relaté ce fait n'a mentionné que, selon ce qui a été rapporté sur le compte twitter de la féministe marocaine Ibtissame Betty Lachgar, le Collectif Collages Toulouse se serait désolidarisé de l'action de ces militantes dans un communiqué en écriture dite inclusive⁵ au nom de la « *liberté de croyance pour chacun.e dans le respect* ». Le communiqué prétend deviner « *la réelle intention de ces personnes* », c'est-à-dire les trois gardées à vue. Avec ce sous-entendu cauteleux, il se désolidarise de ces militantes tout en jetant le doute sur leurs intentions. Le communiqué estime enfin qu'il est « *nécessaire d'effectuer un simple rappel sur l'égale importance des personnes voilées au sein de la lutte féministe* ».

Si cela se révélait, comme on peut le craindre, exact, et que ces militantes avaient été effectivement désavouées pour leur action, il serait difficile de ne pas mettre en regard de ce « féminisme », celui du MLF qui apportait un soutien international aux femmes iraniennes pour la manifestation du 8 mars 1979, à un moment où le nouveau pouvoir des mollahs révélait sa nature.

Avant-hier (Téhéran, 8 mars 1979)

En effet, le féminisme qui s'est développé dans les années 1960-1970, avec toutes ses limites, présentait cependant un insigne avantage sur le « féminisme » postmoderne : il s'agissait, fondamentalement, d'un *universalisme*. Son but était l'émancipation d'un sujet humain universel : les femmes de tous les pays et de toutes les couleurs ; et son horizon était, pour ses courants les plus radicaux, une révolution qui libérerait toute l'humanité (« la révolution ne se fera pas sans les femmes »). Il avait un ennemi lui aussi universel, le patriarcat qu'il associait souvent à une autre réalité universelle, le capitalisme. Le but était donc de se montrer solidaires de toutes les femmes souffrant de l'oppression patriarcale, quel que soit l'endroit où elles se trouvent, et de combattre tous les complices du patriarcat, à commencer par les défenseurs de la religion et de la famille traditionnelle. L'universalisme féministe se rapprochait ainsi des formes his-

5 Lire Annick Stevens, « Du sexisme inclusif » (<http://acontretemps.org/spip.php?article673>) et Maria Desmers, « La féminisation libère-t-elle les femmes ? » (<http://acontretemps.org/spip.php?article802>).



toriques de l'internationalisme prolétarien. L'une des plus belles initiatives de ce féminisme aujourd'hui stigmatisé comme « blanc » est constituée par la démonstration de solidarité de la féministe américaine Kate Millet. Elle se rendit en Iran en 1979 et participa au mouvement de résistance et aux manifestations organisées par les milliers d'Iraniennes en lutte contre la mise en place de la dictature théocratique et de son symbole central, le voile, que Khomeiny réussira à imposer. Comme l'écrit Chahla Chafiq : « En 1979, un mois à peine après l'arrivée triomphale de l'ayatollah Khomeiny en Iran, Simone de Beauvoir prit position aux côtés des femmes iraniennes qui, lors du 8 mars 1979, criaient dans les rues de Téhéran leur révolte contre l'ordre islamiste naissant. À la veille de ce 8 mars, le leader religieux avait en effet lancé un appel pour l'obligation du port du voile dans les lieux de travail. Le 8 mars et les jours qui suivirent, des milliers de femmes investirent l'espace public contre cet appel. L'une des devises répétées lors de ces protestations était : " La liberté n'est ni occidentale, ni orientale, elle est universelle ". Elle répliquait sans doute au fameux slogan des islamistes qui courait les rues à cette époque : " Ni occidentale ! Ni orientale ! La république islamique ! " » A l'heure où certains

« à gauche » entendent transformer ce symbole d'oppression qu'est le voile en un symbole de libération, remonter à la source peut nous servir de piqure de rappel : il n'y a pas et il n'y aura jamais de féminisme islamique, pas plus qu'il ne peut exister un socialisme de marché (ni d'État, bien sûr !). Voici un petit film tourné par des membres du MLF à l'occasion de ces événements : <https://youtu.be/8Fp-5LnsaAA>

Hier (Paris, 1989)

Dix ans plus tard, le 14 février, l'ayatollah Khomeiny prononça sa fatwa de mort contre l'écrivain britannique d'origine indienne,

6 Chahla Chafiq « Simone de Beauvoir et l'islamisme. L'expérience iranienne », *Les Temps modernes*, vol. 647-648, no. 1, 2008, p. 265. Du même auteur : *Le rendez-vous iranien de Simone de Beauvoir*, Editions IXE, 2019.

Salman Rushdie, l'auteur des *Versets sataniques*, publié quelques mois auparavant : une récompense était offerte à toute personne, iranienne ou non, susceptible d'exécuter le romancier. Rushdie va vivre traqué et sous protection durant des années : à ce jour, la fatwa n'a toujours pas été abolie. Quelques années plus tard, dans son autobiographie, *Joseph Anton* (Plon, 2012, rééd. Folio, 2013), Rushdie soulignera pour éclairer le contexte de ces appels au meurtre : « Un nouveau mot a été inventé pour permettre aux aveugles de rester aveugles : l'islamophobie. »

C'est dans ce contexte international que, à partir du 18 septembre, l'affaire des foulards va éclater dans un collège de Creil (Oise) et rapidement déchaîner les passions.

Ainsi, à Paris, une manifestation appelée par une association de femmes musulmanes, l'EMAF (Expression maghrébine au féminin) a été d'abord interdite par la préfecture, mais maintenue par les organisatrices qui se battaient « contre tous les extrémismes, contre les exclusions » : « Nous réaffirmons notre attachement aux valeurs de laïcité et au respect des libertés individuelles. Nous, femmes issues de l'immigration maghrébine, appelons à un rassemblement pour dire haut et fort que si nous sommes les enfants d'Ibn Khaldoun, nous sommes aussi les enfants de Voltaire.⁷ »

De leur côté, ce furent les réseaux iraniens qui s'activèrent au travers de deux organisations pour mobiliser et organiser une manifestation pro-voile, petite par le nombre, grande pour sa symbolique et ses répercussions : l'Association Islamique de France (association turque très proche du régime des Mollahs) et La voix de l'Islam, association mystérieuse regroupant surtout des convertis, notamment un certain

7 https://www.persee.fr/docAsPDF/homig_1142-852x_1990_num_1129_1_1436.pdf



Abderrahmane et une certaine Latifa... Thorez⁸. Selon le politologue Ouassim Hamzaoui, cette dernière association « *compte peu de membres, dont la majorité sont des Français convertis à l'islam, à l'instar de sa présidente Catherine-Latifa Thorez (petite-fille de l'ancien dirigeant communiste Maurice Thorez). Elle s'était notamment fait connaître au début de l'année 1989 en organisant le 26 février une manifestation pour soutenir la fatwa prononcée par le guide de la révolution iranienne à l'encontre du romancier Salman Rushdie (L'Humanité, 27 février 1989)* »⁹.

Terminons cette séquence avec Mohammed Harbi qui, dans un article de décembre 1989, s'interrogeait sur « la stratégie la plus efficace pour soustraire les enfants à l'influence du prosélytisme des islamistes » et concluait ainsi :

« ... il faut en revenir à ceux qui continuent d'interpréter des problèmes politiques et culturels exclusivement comme un épiphénomène renvoyant au statut économique. On sait, toutes les enquêtes le montrent, que l'exclusion sociale a des effets dramatiques et rend ses victimes plus sensibles aux idéologies de type communautaire. Ce qu'on sait moins, c'est que l'éducation donnée dans les langues et cultures d'origine n'a pas de caractère laïque et est souvent assurée par des enseignants de formation religieuse. Il faut faire en sorte que les immigrés sortent des ghettos et veiller à ce que les islamistes ne leur en créent pas d'autres¹⁰. »

Ce rapide retour en arrière à partir d'un fait-divers toulousain survenu dans le sillage de l'intolérable décapitation d'un professeur mort pour avoir légitimement montré des dessins dans son cours – il faut y insister : mort pour de simples dessins satiriques ! – nous a semblé indispensable en ces sombres jours pour dénoncer les « *mystifications postmodernes très influentes en milieu alternatif* »¹¹ dont le Collectif de Toulouse qui a, semble-t-il, désavoué ses militantes pour leur collage offre une bien pitoyable illustration.

Rappelons donc une nouvelle fois le beau slogan des femmes de Téhéran :

« La liberté n'est ni occidentale, ni orientale, elle est universelle. »

Ante ILESCU & Irène PIVAREC

8 https://www.lemonde.fr/archives/article/1990/01/30/un-gourou-et-sa-secte_3542148_1819218.html

9 http://referentiel.nouvelobs.com/archives_pdf/OBS1269_19890302/OBS1269_19890302_045.pdf

10 https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01212541/file/31806_HAMZAOUI_2014_archivage.pdf

11 <https://sinedjib.com/index.php/2020/10/19/mohammed-harbi-linceul-liberte/>

12 <http://acontretemps.org/spip.php?article809>

Le cas EMF (Étudiants Musulmans de France)

Le texte ci-dessous a servi de support à une intervention prononcée lors du collectif national de l'UNEF à Paris, en avril 2004, à la suite d'élections pour le renouvellement des représentants étudiants au sein des conseils d'administration des CROUS. J'estimais devoir attirer l'attention de mes camarades sur un phénomène auquel je m'étais confronté lors d'une tournée dans les universités de province, à savoir l'activité de l'EMF (Étudiants musulmans de France), créée en 1989 en tant que branche estudiantine de l'UOIF (Union des organisations islamiques de France), liée aux Frères musulmans. En 2004, il n'était pas envisageable pour l'UNEF de contracter des alliances avec l'EMF. D'ailleurs, mon intervention a été appréciée, sans pour autant donner lieu à des discussions ou mesures particulières. J'ai exhumé ce document après avoir écouté, le 25 octobre, l'émission Signes des temps sur France Culture, à laquelle participait Mélanie Luce, présidente de l'UNEF. Interrogée sur la nature des liens entre son organisation et l'EMF, la syndicaliste a péniblement botté en touche. Pourtant, des listes communes ont bien été présentées ces dernières années, reflétant à la fois la perte d'influence de l'UNEF et la normalisation de l'EMF dans un paysage universitaire qui a été profondément transformé au cours de la dernière décennie, tant par l'accroissement de la précarité en son sein que par la pénétration des thèses identitaires dont on ne pouvait imaginer l'ampleur au début de ce siècle.

Intervention au collectif national de l'UNEF (Paris, printemps 2004)

Résultats partiels : Paris (5,47%), Créteil (1 siège), Grenoble (1 siège avec 15,68%), Bordeaux (9,72%), Toulouse (6,74%), Amiens (« Averroès » 1 siège avec 10,99%), Limoges (8,42%).

Vote irrationnel pour la majorité mais aussi d'adhésion pour la minorité active d'islamistes dans les universités. À la vue du mot « musulman », l'étudiant – qui s'identifie de près ou de loin à la religion ou culture musulmane – déconscientisé, parfois même réactionnaire – qui peut en vouloir aux « forces de progrès » pour des raisons diverses (SOS Racisme, Ni putes ni soumises, etc.) –, sera un votant EMF.

Le vote d'adhésion concerne la frange minoritaire des votants de l'islamisme universitaire ; il peut s'agir de militants passés par l'école des JMF (Jeunes musul-

mans de France) ou des réseaux de l'UOIF (Union des organisations islamiques de France) qui, eux, savent très bien pour qui et pour quoi ils votent.

Le contexte de désintégration sociale, de déconsolidation politique, de séparation avec l'« autre » pays ainsi que, dans une certaine mesure, la permanence du conflit palestinien-israélien – surtout son instrumentalisation – ainsi que d'autres faits (débat tronqué sur la « laïcité » par exemple), ont pu favoriser, chacun à leur manière, une certaine affirmation de l'identité religieuse au détriment de l'appartenance sociale ou nationale. Ainsi, d'aucuns ont pu parler d'une « islamisation » des esprits – en l'occurrence, il s'agit davantage d'une islamisation étant donné le caractère politique qui est donné à la « religion ».

Dans la vie de l'étudiant « musulman », au besoin de reconnaissance, de communion – surtout en certaines occasions –, répondent d'autres considérations bien plus pratiques comme la possibilité de pouvoir se restaurer tous les jours au sein de l'université. En ce sens, la garantie de pouvoir trouver un plat de substitution non pas à la viande porcine mais à la viande tout court, peut répondre à certaines attentes – sans forcément aller jusqu'à l'exigence (parfois démagogique) du « hallal ».

Au-delà de ces préoccupations matérielles, il existe également un besoin de « nourriture » intellectuelle. Indubitablement, il y a une « crise identitaire », non au sens misérabiliste et simpliste du terme, mais plutôt dans le sens où, une partie de la jeunesse de France semble, pour une part non négligeable, abandonner l'idée de « retour au pays » mais aussi l'espoir d'une vie meilleure que celle des parents, d'une ascension sociale en somme.

Ces jeunes, incités à faire des études pour construire leur avenir, ont réussi, parfois brillamment, à obtenir diplômes et grades divers pour se voir ensuite condamnés au chômage, dans le « meilleur » des cas à un emploi en deçà de leurs compétences, bref à la précarité – dont une part revient au manque de « relations ». Toutes ces personnes qui concentrent tous les facteurs objectifs pour être, si ce n'est des « révolutionnaires », au moins des réformistes acharnés, deviennent des réactionnaires, des islamistes puisqu'ils finissent par trouver « refuge » dans la religion, dans le repli – communautaire.

En tant qu'organisation syndicale – donc progressiste – et mouvement de jeunesse « de masse », nous devons nous attacher à certains principes qui définissent la base de notre action et qui prônent le maintien de l'expression religieuse dans la sphère privée. Ainsi, nous pouvons sans aucun complexe poser la question de la légitimité de la participation – directe ou indirecte – aux élections d'organisations « confes-

sionnelles » – jusqu'à leur existence.

Si nous nous contentons de dire, comme pour nous rassurer, que le pourcentage des voix attribuées à l'EMF est faible et qu'il serait « en baisse », alors nous commettons plusieurs erreurs.

Tout d'abord, concernant le pourcentage justement : si celui-ci peut paraître relativement faible rapporté à l'ensemble de la population étudiante, il est par contre énorme rapporté au nombre des étudiants issus des couches populaires, immigrés, maghrébins et musulmans, et c'est ce qui doit nous tenir en alerte.

Ensuite, au-delà du contexte particulier que nous connaissons, l'islamisme – universitaire – est un mouvement qui veut s'enraciner et perdurer (manifestation annuelle de l'UOIF au Bourget à laquelle participe l'EMF, développement des mouvements de jeunes « musulmans » en province puis à Paris, réunions publiques hebdomadaires ayant pour thème la « connaissance de l'islam », publication et diffusion en masse d'ouvrages politico-religieux, etc.). Nous assistons donc à l'inquiétante montée en puissance d'une nouvelle génération d'étudiants qui – consciemment ou non – fourniront le matériel humain à l'entreprise d'islamisation – universitaire.

Voilà, en substance, la réalité du vote EMF qui divise le mouvement étudiant et tend à signifier que les intérêts des étudiants « musulmans » et « non-musulmans » sont différents, divergents, voire incompatibles, ce qui, irrémédiablement, a des conséquences dangereuses.

Nous ne devons pas perdre de vue que les élections sont avant toute chose une compétition, une confrontation – certes des moins violentes et sanglantes – mais une confrontation malgré tout. La présence des listes EMF, en concurrence d'autres listes laïques ou confessionnelles, alimente – à sa façon – le « choc des civilisations » pour lequel certains prient de jour comme de nuit.

Nous devons donc, dans les universités, organiser une réponse – pour ne pas dire riposte – et, en premier lieu, pour les étudiants algériens – cas que nous ignorons le moins et dont une frange non négligeable, particulièrement en province, se retrouve dans les rangs de l'EMF. En supprimant les causes – éminemment sociales et autrement « identitaires » – du vote EMF, nous éliminerons par là même ses fondements.

24 avril 2004

Nedjib SIDI MOUSSA

Sur notre blog

<https://revolutionproletarienne.wordpress.com/>

Nous ne vendrons plus nos livres sur Amazon

(déclaration d'éditeurs)

Assassinats, racismes, religions ... Quelle ambiance !

Qu'a dit Sud éducation ?

« Un enseignant d'un collège des Yvelines a été décapité en fin d'après-midi, ce vendredi 16 octobre. D'après une publication revendiquant l'attentat sur les réseaux sociaux, l'assassinat ferait suite à un cours de l'enseignant sur la liberté d'expression, utilisant les caricatures de Mahomet faites dans Charlie Hebdo. SUD éducation exprime son horreur face à cet assassinat et adresse ses pensées à ses proches, ses collègues, ses élèves, sa famille. La douleur de perdre un proche, un professeur, un collègue est insupportable, particulièrement dans de telles conditions. Les enseignant-e-s doivent pouvoir aborder les différents sujets du programme en classe en utilisant les supports pédagogiques qui leur paraissent pertinents sans avoir à craindre des représailles, sans même parler des menaces sur leurs vies. À ce titre, l'ensemble des enseignant-e-s se montrent solidaires des proches de notre collègue, de sa famille, de ses élèves, de ses collègues. » Pourquoi commencer ce texte par le communiqué publié par la Fédération Sud éducation au soir même de l'assassinat de Samuel Paty ? Parce qu'il clôt d'emblée le « débat » autour de la mansuétude, voire de la complicité, de nos camarades avec les assassins. Diffusant une intervention scandaleusement tronquée, le journaliste Patrick Cohen les a accusé-es « d'excuser les bourreaux, culpabiliser les victimes ; » Le ministre de l'Intérieur, en a rajouté, les dénonçant comme « responsables de cette ambiance, de cette température, qui permet à des individus de passer à l'acte, en excusant tout. » Ces diffamations ont été reprises par un tas de commentateurs et commentatrices, spécialistes de tout et surtout de rien et qui, à ce titre, occupent plateaux de télé, studios de radio et éditoriaux de journaux. Les mêmes montrent beaucoup moins d'intérêt lorsque Sud éducation, Solidaires Lycéennes, Solidaires étudiantes, d'autres syndicats de ces secteurs ou des associations de parents d'élèves expliquent l'intolérable situation sanitaire dans les établissements scolaires, la mise en danger des personnels (pas seulement des enseignant-es), des élèves et de tous leurs proches ! Une situation qui, au demeurant, ne concerne pas que le secteur éducatif...

Moins de guerres, plus de justice = moins de terrorisme

Les menaces n'ont pas visé que nos camarades syndicalistes. Le texte qui suit¹ le rappelle ; il prolonge aussi le travail de toutes celles et tous ceux qui refusent la pensée unique, l'interdiction de la réflexion, la dénonciation de tout ce qui amène à la nécessité d'une rupture avec le capitalisme, l'impérialisme, les dogma-

¹ www.tribuneantiterrorisme.wordpress.com/

tismes. Une précision toutefois : quels que soient les possibles désaccords avec les religions, rien ne justifie de vouloir faire rendre des comptes aux supporters de l'une d'entre elles parce qu'un ou des cinglés assassinent en s'en revendiquant. Ça n'empêche pas de s'interroger sur les raisons qui font que de telles personnes se réfèrent à cela pour agir ainsi.

Il ne fait pas bon avancer quelques arguments posés au pays de la liberté d'expression. Celle-ci est brandie à cor et à cri par ceux-là mêmes qui, dans le même temps, stigmatisent, injurient, intimident et menacent quiconque tenterait d'éclairer sous un jour différent la situation terrible que nous traversons. À leurs yeux, les attentats commis par des islamistes fanatiques ne mériteraient aucune autre explication que cette tautologie : ils sont commis par des islamistes fanatiques. Toute personne proposant des éléments d'analyse et de compréhension est aussitôt vouée aux gémonies sur les réseaux sociaux, par des commentateurs et dans certains journaux qui se repaissent des attentats pour achanter leur boutique raciste et fourbir leurs appels à la guerre comme au choc de civilisations. C'est ce qui est arrivé ces jours-ci à Judith Bernard. Fondatrice du site d'entretiens « Hors-Série » et dramaturge [...], elle a rappelé que Daesh était né dans le chaos social engendré par la guerre menée par les puissances occidentales en Irak. Elle a affirmé que ces guerres étaient contreproductives : en détruisant les structures et les institutions des pays qu'elles avaient frappés et en y faisant d'innombrables victimes, elles y avaient suscité des vocations terroristes. Aussitôt, elle a été calomniée, menacée, accusée de complicité de crime et d'apologie du terrorisme. [...] Les guerres menées par notre pays sont soit passées sous silence soit glorifiées. [...] Il faut donc puiser dans les travaux de chercheuses, chercheurs et ONG pour avoir davantage de prise sur ces situations dont la démocratie est exclue tout comme le droit à l'information. [...] Tous montrent non seulement bien sûr la violence inhérente à ces opérations militaires mais en outre leur absolue inefficacité quant aux finalités dont elles sont officiellement dotées lorsqu'elles se désignent comme « guerres antiterroristes ». Nombre de ces analyses avancent que le phénomène est celui du « pompier pyromane » : loin de combattre le terrorisme, il l'alimente en nourrissant le ressentiment.

Que sont ici les victimes civiles des frappes, bombardements et guerres faites par notre pays, seul ou dans le cadre de coalitions internationales ? À peine des chiffres, rarement avancés. Ce sont des morts abstraites, invisibles, ignorées. 1600 civils dans la seule ville de Raqqa entre 2017 et 2019, 4000 ou 6000 civils à Mossoul. En juillet 2016, quelques jours de bombardements incessants sur Manbij ont tué plus de 400 personnes civiles, parmi lesquelles une centaine d'enfants. « Une centaine » : cette approximation en soi nous paraît indécente. On aimerait leur donner un visage et un nom, à ces femmes, ces hommes et ces enfants. Mais elles et ils demeurent trop loin de nous, bien que l'État dans lequel nous vivons soit responsable de leur mort. [...] Il faut chercher ailleurs ces images et les regarder bien en face : voir ce que font les avions de la coalition, voir ces mains d'enfants tués qui dépassent des décombres, voir l'ampleur de l'horreur. Alors que la coalition avait largué des milliers

de bombes sur la ville d'Hanjab en Syrie, le colonel français François-Régis Legrier, chef de corps du 68^e régiment d'artillerie d'Afrique, déclarait : « Nous avons détruit massivement les infrastructures et donné à la population une détestable image de ce que peut être une libération à l'occidentale, laissant derrière nous les germes d'une résurgence prochaine d'un nouvel adversaire. Nous n'avons en aucune façon gagné la guerre. » Au-delà, on n'a pas suffisamment su, ici, les conséquences meurtrières qu'ont eues en Irak les guerres et l'embargo auxquels la France a pris sa part. Et là, les morts se comptent par centaines de milliers, parmi lesquels une majorité d'enfants. Dans la plus grande indifférence – ou avec la justification cynique de Madeleine Albright : « Nous le savons, mais cela valait la peine. »

Assurément, tous les attentats ne sauraient s'expliquer par ces ingérences militaires et guerrières. Chaque situation a sa singularité et trouve aussi ses raisons multiples dans la trajectoire biographique, sociale et psychologique des individus qui les perpètrent. Bien sûr, le terrorisme islamiste a son propre agenda, des stratégies déterminées par des contextes précis, une histoire nourrie des causalités complexes propres à chacun des pays où il prend racine et à chacun des pays où il frappe : aucune explication n'est mécanique et il ne faut se satisfaire d'aucune interprétation univoque ou réductrice. Mais il est essentiel de ne jamais s'interdire l'examen de ces causalités, dans toutes leurs composantes, tant il est certain qu'on ne peut lutter contre un phénomène qu'en analysant précisément tout ce qui l'a rendu possible et a favorisé son essor. On ne répètera jamais assez qu'expliquer n'est pas justifier, et que l'exercice de la lucidité et de la raison n'ont strictement rien de commun avec des inclinations légitimatrices. En l'occurrence, il nous importe de souligner la nécessité de s'informer et rendre visible ce que la France et l'armée française font. En notre nom. Prendre conscience de la terreur imposée à ces populations bombardées par les coalitions, sous l'effet de doctrines nommées « Choc et effroi » et leurs déclinaisons. [...] Il n'y a pas de réponse unique et monolithique au désastre humain qu'engendrent les attentats. Si la liberté d'expression a un sens, ce devrait être de garantir au moins la possibilité d'en débattre dans des conditions dignes et éclairées. Mais nous en avons la conviction : moins de guerres et plus de justice déboucheront assurément sur moins de terrorisme.

Mais qui sont ces démocrates qui donnent des leçons ?

La sortie de Jean-Luc Mélenchon, dénonçant un « problème avec la communauté tchéchène en France » et proposant de « reprendre un par un tous les dossiers des Tchétchènes présents en France », est significative d'un climat assez sordide. « Les » Tchétchènes ? Comme « les Arabes », « les Noirs », « les Juifs » ou encore « Les jeunes de banlieue » ? Ça craint vraiment... D'où les réactions gênées de quelques responsables de la France insoumise et les, peu convaincantes, explications postérieures de Mélenchon. Si ce dernier ne fait rien pour arranger les choses avec des déclarations de ce genre, il ne s'agit pas de lui faire porter la responsabilité de la situation. Il en est autrement de l'extrême droite aujourd'hui représentée au gouvernement. Puisque nous parlions de l'Education nationale, nous pourrions citer moult interventions de Jean-Michel Blanquer qui révèlent son obsession d'un « ordre moral » aux odeurs prononcées des années pré-68. Attardons-nous sur le

ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin. On sait les affaires de violences sexuelles. On parle moins de son parcours, pourtant bien révélateur : il rejoint Christian Vanneste en 2004 après que celui-ci a, par exemple, expliqué que l'homosexualité est une « menace pour la survie de l'humanité » ; il collabore ensuite au mensuel de l'Action française royaliste ; nommé ministre de l'Intérieur le 6 juillet 2020, dès le 31 du même mois il se rendait en visite au Vatican... Etonnant que Marine Le Pen ait été reçue pour la première fois au ministère de l'Intérieur le 6 octobre 2020, pour préparer la loi raciste dite « sur le séparatisme » ?

Je suis un islamo-gauchiste foncièrement anti-religieux

Passons rapidement sur le terme « gauchiste ». Foncièrement attaché à la construction de mouvements de masse (et de classe, et auto-organisés), j'en réfute la qualification ; fermement convaincu que l'émancipation sociale ne viendra pas des institutions du système capitaliste, et qu'il faut sans cesse remettre en question le ronron de toutes les organisations, j'en comprend l'utilisation courante. Mais là n'est pas le propos essentiel de mon sous-titre. Concentrons-nous sur les autres aspects.

Le terme « islamo-gauchiste » est une invention de l'extrême droite. Le procédé est courant : disqualifier « les autres » (les progressistes, les antiracistes, les féministes, les syndicalistes, les antifascistes, etc.) en les affublant de noms qui font mouche, quel que soit le degré de véracité – et même de sens – du propos. Il permet de passer sous silence des faits : la majorité des attentats commis dans le monde sont le fait de personnes se référant à des idéologies fascistes ; les crimes racistes sont une constante en France, notamment depuis la fin de la guerre menée contre l'indépendance de l'Algérie ; ils visent avant tout des personnes que les auteurs de ces crimes perçoivent comme « des arabes » (en fait, « des bougnouls »), « des musulmans », « des juifs », « des gitans »... Autant de références clairement marquées à l'extrême droite.

Mais, avec toutes les précautions d'usage (le port du masque sur le nez est recommandé), acceptons de poursuivre avec ce terme d'islamo-gauchisme. Rejeter en bloc toutes les critiques serait stupide. Non, on n'a pas raison sur tout, partout et tout le temps, juste parce qu'on se réfère à l'islam, à la religion musulmane, ni même parce qu'on est discriminé.e. En cela, une (petite) partie des critiques des « islamo-gauchistes » ont raison. Encore faut-il cerner quels sont les collectifs, les personnes, qui affirment et agissent comme si « on avait toujours raison, sur tout, partout et tout le temps parce que... » La vérité amènerait à dire qu'il y en a peu. Par ailleurs, dire cela n'est pas incompatible avec le fait de considérer qu'il y a bien des exploitations diverses, qui se mêlent, s'entrecroisent, partiellement ou plus complètement, se

nourrissent. Appelons cela intersectionnalité, pour autant que cela ne devienne pas un dogme.

Pierre Khalfa posait récemment ces questions : « *est-il possible de condamner sans appel les assassinats, les appels au meurtre et à la haine et s'interroger sur ces caricatures ? Est-il possible d'être au côté de Charlie contre les assassins et d'être en désaccord avec la ligne éditoriale de ce journal ?* ». La réponse paraît si simple ! Oui, bien sûr. N'est-il pas étrange que nous en soyons à devoir poser explicitement ce genre de questions, alors que les réponses sont évidentes ? Certes, mais dans le contexte actuel, nous en sommes à un tel stade du rapport de force dans la bataille pour l'hégémonie culturelle que, si personne ne les pose, la tendance est à oublier les réponses. Il y a quatre ans, à propos d'une affaire d'Etat nommée burkini², j'écrivais : Dans ce type de situations, il en est de même à chaque fois : à écouter et lire certaines prises de position, il semblerait que chacun et chacune soient sommés de choisir entre seulement deux alternatives : soit réagir à la campagne raciste et dans ce cas passer sous silence les remises en cause des droits des femmes ou les méfaits des religions, soit rappeler ces situations en gommant le danger des attaques racistes en cours. Parmi bien d'autres, voilà quelques exemples qui devraient nous suggérer fortement qu'une autre voie est possible. Au début du 20^{ème} siècle, fallait-il considérer les campagnes anti-juives comme de peu d'importance, au nom de la lutte antireligieuse ? Au cours de ce même siècle, devait-on se désintéresser des mouvements anticolonialistes au prétexte qu'ils risquaient de déboucher sur des régimes politiques différents de ceux auxquels nous aspirons ? Ou encore : au nom du combat commun qui nous rassemble, est-il juste de refuser à certains et certaines de s'auto-organiser sur la base de groupes spécifiques, dès lors qu'il s'agit ainsi de contribuer à la lutte d'ensemble tout en prenant en compte des oppressions, et donc des nécessités d'émancipation, particulières ? Toujours cette même grille d'analyse : les positions de fond, le contexte, les rapports de forces, les interactions entre différentes prises de décision au sein du mouvement social...

Je poursuis avec Pierre Khalfa : « *le droit de caricaturer fait sans aucun doute partie de la liberté d'expression. Mais toute caricature n'est pas bonne à prendre. Chacune et chacun a aussi le droit de porter un jugement sur tel ou tel dessin [Pierre a initialement écrit « dessein », je trouve la faute de frappe fort agréable]. Si tel n'est pas le cas et si le droit de caricaturer l'emporte sur tous les autres, alors les caricatures représentant les juifs avec un nez crochu et les yeux globuleux sont tout à fait acceptables et ne relèvent pas de l'antisémitisme le plus abject.* » Ces remarques me paraissent tout à fait justes. Je complèterais, souhaitant que ceci ne fasse que les prolonger et ne s'y oppose

² Peut-être devrait-on dire « à propos d'un burkini devenu affaire d'Etat » ...

nullement :

1. Il est légitime qu'une personne ou un groupe de personnes ressentent comme insupportables un écrit, un film, un dessin, des propos, voire un fait. Ça ne signifie pas qu'elles ont alors le droit de faire interdire ces expressions ; mais, ça ne signifie pas plus que les auteur·es visé·es puissent forcément continuer comme si de rien n'était. Ce dont on cause en l'espèce, le contexte dans lequel ça se passe, les conséquences sociétales et politiques sont primordiales. *Charlie Hebdo* en est l'illustration. Sinon, au nom de la défense de croyant·es qui se considéraient insulté·es, il faut, rétrospectivement, donner raison aux groupes qui en demandaient l'interdiction dans les années 1970/80 à cause des dessins et propos antireligion !

2. Il n'est pas acceptable que des personnes soient discriminées. Il n'est donc pas acceptable que des personnes soient discriminées en raison de leur religion (supposée ou réelle) ; ainsi, dénoncer les actes et les messages antisémites ou antimusulmans ne signifie pas soutenir le judaïsme ou l'islam, ni défendre la politique d'Israël ou de Daesh. Le combat contre l'islamophobie³, au même titre que celui contre l'antisémitisme, fait partie intégrante de la lutte pour l'émancipation et l'égalité sociales. Mais il n'annule pas celui contre les obscurantismes religieux.

3. On peut combattre politiquement les religions, dont la musulmane mais pas que la musulmane, et dans le même temps dénoncer les campagnes haineuses et discriminantes basées, véritablement ou faussement, sur l'appartenance à une ou des religions.

4. Ne pas mettre en œuvre cette dialectique, revient à laisser le légitime et indispensable combat contre les discriminations aux seuls défenseurs des religions (plus exactement, souvent : de leur religion) ; ou à abandonner la critique de la religion pour cause d'antiracisme.

N'y a-t-il pas là, à travers ces quelques principes, une ligne simple à tenir pour les organisations, les collectifs, les individus qui veulent l'émancipation sociale des travailleuses et des travailleurs ?

Citons quelqu'un qui ne fut pas vraiment un syndicaliste révolutionnaire, mais décrit bien ici comment le matérialisme dialectique pousse à tenir compte de la réalité présente, et donc changeante, à tout moment : « *Prenons un exemple, le prolétariat d'une région, ou d'une branche, est formé, disons, d'une couche de militants laïques et sociaux assez conscients, athées, et de couches populaires assez arriérées, ayant encore des attaches au sein de la paysannerie, croyant en Dieu, fréquentant l'église ou même, soumis à l'influence directe du prêtre de l'endroit. Supposons encore que la lutte économique, dans cette localité ait abouti à la grève. Un marxiste est forcément tenu de placer le succès du mouvement de grève au premier plan, de réagir résolument contre la division des ouvriers, dans cette lutte, entre athées*

³ Nous rappelons à nos lecteurs que le mot « islamophobie » ne fait pas consensus dans la rédaction (NDLR)

et chrétiens, de combattre résolument cette division. Dans ces circonstances, le discours athée peut s'avérer superflu et nuisible, non pas du point de vue d'effaroucher les couches retardataires, de perdre un mandat aux élections, etc., mais du point de vue du progrès réel de la lutte de classe qui, dans les conditions de la société capitaliste moderne, amènera les ouvriers chrétiens à la social-démocratie et à l'athéisme, cent fois mieux qu'un sermon athée pur et simple. Dans un tel moment et dans ces conditions, le prédicateur de l'athéisme ferait le jeu du pape, de tous les papes, qui ne désirent rien autant que remplacer la division des ouvriers en grévistes et non-grévistes, par la division des croyants et des incroyants. » Couches populaires arriérées, social-démocratie, papes, grève qui ne peut être qu'une lutte économique, quelques termes sont marqués, dans le temps, l'espace et politiquement ; mais l'essentiel est présent dans cet extrait d'un texte de Lénine⁴ : ni renoncement à la lutte contre les religions ni mise en avant de celles-ci n'importe quand et n'importe comment.

D'où un point de désaccord, à propos de ce communiqué de SUD Industrie :

L'Union Fédérale SUD Industrie tient tout d'abord à apporter toute sa solidarité et son soutien à la famille et aux proches de l'enseignant assassiné, ainsi qu'à tout le personnel de l'Éducation nationale. Au-delà de notre vision interprofessionnelle, nous sommes tous concernés : c'est bien la barbarie qui a frappé la semaine dernière en visant les principes de liberté d'expression et de laïcité, qui doivent être enseignés aux enfants, tout comme le droit à la caricature. C'est aussi l'occasion de rappeler avec solennité notre attachement à l'école publique, laïque et gratuite, ainsi qu'à tout son personnel. Il ne s'agit ni d'un incident, ni d'un acte isolé, mais bel et bien de la traduction d'une idéologie intégriste religieuse, la même dont se sont réclamés les auteurs des attentats contre Charlie Hebdo ou l'Hyper-Casher, la même qui radicalise et conduit à des dérives sectaires et qui porte un nom : l'islamisme politique. Il faut clairement nommer les choses dans une période où justement les amalgames naissent à tort et à travers. L'islamisme politique, qui tente de faire croire qu'il s'exprime au nom des « musulmans », doit être sévèrement combattu. Le combat antiraciste doit être à la fois une lutte de tous les instants, et déjà dans nos entreprises contre les discriminations, tout en luttant avec autant de vigueur contre les fascistes politiques et religieux.

Il n'y a pas de monopole concernant l'intégrisme religieux, car chaque courant en contient... Ainsi, comme nous l'avons déjà écrit et porté dans le passé, toutes les organisations intégristes qui divisent la classe ouvrière en souhaitant développer le communautarisme sont des ennemies des travailleurs. Pire, elles tentent par tous les moyens de pénétrer la société, y compris le mouvement syndical. Pour toutes ces raisons, les organisations identitaires, fascistes, intégristes, et celles et ceux qui les soutiennent en tentant de se donner une vitrine plus politiquement correcte, doivent être bannies des rapports avec Solidaires et l'ensemble du mouvement social. Qu'il s'agisse par exemple de Civitas (catholicisme intégriste), de la LDJ (Ligue de défense juive) ou du CCIF (faux nez de islamisme

politique), qui ne sont qu'un miroir, il faut bien entendu les dissoudre et mettre à mal ces organisations par tous les moyens ainsi que celles et ceux qui soutiennent leurs idéologies mortifères ; la lutte antifasciste ne peut cependant faire confiance au gouvernement pour y arriver, car c'est bien par la mobilisation syndicale que nous pouvons au quotidien nous opposer à ces discours de haine et permettre d'unir les travailleurs pour construire une société débarrassée de toutes les exploitations.

J'ai eu l'occasion de le dire à des camarades de SUD Industrie, plus globalement de Solidaires, et je le confirme ici : hormis un point, je partage ce texte et je pense qu'il n'est aucunement contradictoire avec ce que j'exprime avant. Sur ces sujets, comme sur d'autres, il n'y a pas une voix unique indiquant la ligne à suivre au millimètre près. La dénonciation des organisations « identitaires, fascistes, intégristes » et de leurs « vitrines » m'apparaît juste et nécessaire ; tout comme la lutte contre tous les fascismes, qu'ils soient nationalistes ou religieux. Rappeler qu'il ne faut pas compter sur les gouvernements est aussi utile. Mais mettre à égalité Civitas, la LDJ d'une part, le CCIF d'autre part, et pour en demander la dissolution, me semble une faute. Le trait d'égalité ne m'aurait pas choqué s'il avait pointé le Collectif Cheikh Yassine⁵.

Une « laïcité » qui fait des miracles ?

L'extrême droite, la droite, une partie de la gauche ont longtemps combattu la laïcité. Rien d'étonnant à cela, puisque pour parvenir au pouvoir et s'y maintenir ils comptaient notamment sur bien des réseaux religieux, confessionnels, fort attachés par ailleurs au maintien de l'ordre actuel de la société. Depuis quelques années, les mêmes se présentent comme les défenseurs les plus ardents de la laïcité ! Mais leur laïcité. Non contents de voler celles et ceux qui travaillent, à travers l'exploitation capitaliste, ils volent aussi les mots, leur retirent tout sens. C'est un phénomène bien connu⁶.

Macron et d'autres nous parlent du droit au blasphème. Mais la notion même de blasphème n'a de sens que pour des croyants. Ça ne peut pas, ça ne doit pas, devenir une référence légale dans un pays laïque. A contrario, quelles dispositions le gouvernement français prend-t-il vis-à-vis des États où le délit de blasphème existe ? La vente d'armes et les juteux accords commerciaux contribuent-ils à y défendre les libertés ?

Macron déclare également que « *les associations doivent unir et non fracturer la Nation* » ; pour cela, elles devront signer une « *charte de la laïcité* » et s'engager à mettre en œuvre « *les valeurs de la République* ». Eh bien, non ! Le droit d'association est aussi celui de s'organiser pour combattre ces « valeurs », surtout quand celles-ci reposent sur celle d'une Répu-

⁵ <https://lahorde.samizdat.net/2020/10/20/a-propos-dabdelhakim-sefrioui-et-du-collectif-cheikh-yassine/>

⁶ Voir notamment : Alain Bihl, *La novlangue libérale*, Syllepse, 2007 ; ou Nicolas Pineau et Lilian Robin, « "Je ne reviendrai pas vers vous" : discours managérial et paroles militantes », *Les Utopiques* n°13, Syllepse, 2020

⁴ « De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion », *Proletary*, n°45, 1909. Cité dans *L'Idée Libre*, revue de la Fédération nationale de la libre pensée, n°318, sept. 2017.

blique qui aurait 150 ans en 2021 comme le prétend Macron, c'est-à-dire de la République qui a détruit la Commune, massacré les Communards et les Communardes ; une République qui n'aurait pas existé en 1789, plus exactement 1792 ; la République colonialiste ; la République de la bourgeoisie qui exploite celles et ceux qui travaillent... Les travailleuses et travailleurs qui s'associent librement, qui constituent des syndicats et luttent pour l'émancipation, l'égalité, les droits égaux pour toutes et tous, etc., ne défendent pas cette République ; ils et elles s'y affrontent à travers sa police, ses patrons, son armée, souvent ses lois et ses juges.

Nos « laïques » mettent aussi en avant le financement des cultes musulmans. C'est vrai, comme d'autres religions, l'islam en France joue sur la possibilité pour les associations « culturelles » (loi de 1901) de percevoir des subventions, contrairement aux associations « cultuelles » (loi de 1905). Mais qui a montré l'exemple ? C'est Pétain qui, en 1942, qui a redonné à l'Église catholique tous les biens qui étaient sous séquestre depuis 1906. Elle les a largement fait fructifier. Par ailleurs, s'il est vrai que le Maroc finance les mosquées françaises à hauteur de 6 millions d'euros par an, l'Arabie Saoudite 4 millions, l'Algérie 2 millions, l'Église catholique touche chaque année 98 millions de legs et dons... défiscalisés, dont une partie non négligeable part vers la Banque du Vatican, ; un modèle de laïcité en quelque sorte. On en parle ?

Et tous ces faux laïques « oublient » les écoles religieuses. En France, il y a environ 10 000 établissements scolaires privés, avec plus de 2 millions d'élèves. Chaque année, le budget de l'État leur fournit des milliards (7,55 milliards en 2018, auxquels il faut ajouter les subventions municipales, départementales ou régionales). Dans 97 % des cas, ce sont des établissements catholiques (deux millions d'élèves) ; il y a une centaine d'établissements juifs, pas plus d'établissements musulmans. On cause des 500 milliards d'euros captés par cet enseignement privé depuis la loi Debré de 1959 ? On l'abroge ?

À entendre ces « laïques », le voile d'une mère accompagnant des enfants nuit gravement au bien-être de la société. Et pourquoi donc plus que la soutane ? D'ailleurs, on pourrait s'étendre sur les dangers des soutanes et des cornettes⁷. Voile, soutane, kippa, etc., ne sont ni emblèmes ni outils d'émancipation sociale. Pour autant, si certaines et certaines y trouvent goût, il ne s'agit pas de les leur interdire. Tentons plutôt de faire en sorte qu'ils et elles y renoncent pour consacrer leur temps, leur énergie, leurs savoirs, leurs espérances, à nos luttes collectives pour un changement radical de société, ici, sur terre. Ensemble, radicalisons-nous...

⁷ En France, la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'église (CIASE) a recueilli les témoignages de 6 000 personnes victimes d'agressions sexuelles lorsqu'elles étaient mineures. 6 000, auxquelles il faut ajouter toutes celles qui n'ont pas pu témoigner.

Les religions, toutes, freinent le combat pour le progrès social

Par leurs formes hiérarchiques, leurs discours dogmatiques, leurs règles normatives et le renvoi à un monde meilleur après la mort, les institutions religieuses sont de puissants facteurs d'aliénation. Toutes ont été inventées, développées et dirigées par des hommes et elles perpétuent activement la domination patriarcale, les inégalités de genre. Il n'est pas inutile de rappeler aussi qu'elles sont souvent à la pointe de combats réactionnaires en matière de liberté sexuelle. Tout ceci ne signifie nullement qu'il faille interdire ces croyances et les pratiques rituelles qui y sont attachées. D'ailleurs, comment pourrait-on interdire des croyances ! Pour autant, le mouvement social a la responsabilité d'en dire les dangers vis-à-vis des luttes émancipatrices. Il ne s'agit pas de nier l'apport de certains courants religieux à des moments donnés dans des luttes et des évolutions sociales et politiques ; ni, à l'inverse, de limiter l'analyse à la liste des massacres commis au nom de diverses religions dans l'histoire de l'humanité. Ne simplifions pas à l'excès : prenons garde à ne pas taire, voire interdire, la critique antireligieuse au nom de l'antiracisme, à ne pas voir dans tout acte raciste un acte antireligieux, bref à ne pas enfermer une partie de la population dans une catégorie religieuse supposée.

Christian MAHIEUX



Courrier

C'est bien volontiers que je reporte mon article « L'écologie entière » suite de « L'écologie première ». Je souhaite dire que je m'associe vivement au présent numéro. Après l'irréductible tragédie de l'assassinat de Samuel Paty, je partage pleinement les irréductibles émotions, réflexions et actions qui doivent pouvoir se manifester pour contribuer à empêcher quiconque de régenter les relations humaines à coup de crimes monstrueux et insensés. Nous écrivons pour qu'une véritable éducation humaine parvienne à traiter de hontes suprêmes ces sommets d'inhumanité. Quels que soient les antagonismes entre humains, ils doivent trouver leurs compositions inventives. Pour bannir définitivement tout meurtre exercé par certains humains contre d'autres. Tout le reste est hypocrisie par manque de cœur et d'esprit.

Jacques DEMORGON

Camillo Berneri face au « délire raciste »

Présentation de l'opuscule « El delirio racista » (1935)

Le texte qui suit est composé de deux extraits d'un opuscule de Camillo Berneri, *El delirio racista*, paru en 1935 à Buenos Aires, dans une version espagnole. Camillo avait mis le point final à cette étude en novembre 1934, alors qu'il purgeait sa dernière peine de prison en France, laquelle ne s'achèverait qu'en février 1935. Malgré son intérêt indéniable, cette étude est restée inédite en France : il est vrai que son essai sur « Mussolini, un grand acteur », écrit pourtant en langue française, a dû attendre près de 90 ans pour y être édité.

Les premières études de Camillo Berneri (1897-1937) sur le fascisme allemand parurent début 1932 dans le journal *Le Réveil anarchiste* de Genève et il ne cessa de s'y intéresser au cours des années suivantes : il se mit d'ailleurs à l'étude de la langue allemande, comme on peut le constater aux références à des auteurs et des textes édités uniquement dans la langue de Goethe. Comme il était très philosémite et longtemps persuadé d'avoir de lointaines origines juives, le thème de l'antisémitisme devait par force retenir son attention. Il le traita dans deux brochures écrites en 1935 : de biais dans l'étude psychologique *Le Juif antisémite* et de front dans *El delirio racista*, où il se pencha sur les thèmes centraux de l'anthropologie hitlérienne. Quant au choix de le publier en Argentine, cela n'était certainement pas étranger à l'existence d'une très forte communauté d'origine juive dans ce pays.

Ces textes ont gardé, il nous semble, une grande part de leur intérêt aujourd'hui, malgré le passage des années et les métamorphoses de l'antisémitisme européen depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et l'épuisement de l'idéologie racialiste.

N. B. : Les notes de bas de page sont dues à Berneri lui-même, sauf indication contraire (NdT).

Les races pures

Non seulement l'*homo germanicus* pur est un personnage mythique, mais l'*homo europaeus* l'est aussi. Voulant établir une carte représentant la répartition approximative des races en Europe, Deniker¹ dut laisser en blanc presque toute la Russie, la péninsule balkanique, l'Allemagne septentrionale, etc.

La race anglo-saxonne aurait pour berceau la Grande-Bretagne, où il a existé d'énormes mélanges ethniques, et les États-Unis, qui sont une mosaïque ethnique. La dénomination de race slave recouvre les peuples les plus divers : les populations nombreuses et variées de la Russie, les Polonais, les Slovénes, les Croates, les Ruthènes, etc.

Les racistes hongrois soutiennent qu'il existe une race magyare pure, bien que les Magyars, établis en Hongrie au IX^e siècle, se soient mélangés aux Daces, aux Basternes, aux Gètes, aux Illyriens, aux Pannoniens, aux Sarmates, aux Iazyges, aux Vandales, aux Bulgares, aux Alains, aux Avars, aux Huns, aux Suédois, aux Quades, aux Marcomans, aux Gépides, aux Lombards et aux Goths, etc. Tous ces peuples étaient bien loin d'être des « races pures ».

Le mélange des races a fait disparaître la race aryenne, y compris en Inde. Il me paraît intéressant de reproduire ici un passage d'un article de l'écrivain hindou Acharya² sur les questions raciales :

« Même dans l'Inde, où la pureté du sang constituait la base de la caste, de sorte que nul ne pouvait manger et se marier hors de la caste et où, spécialement chez les bramines, on



1 Joseph Deniker, *Les races et les peuples de la terre*, Paris, Schleicher frères, 1900.

2 M. P. T. Acharya, « Sur la question de race », *L'en-dehors*, n°262, mi-septembre 1933, p. 174-175. L'auteur de ce texte, Mandayam Parthasarathi Tirumal Acharya (1887-1954), issu d'une famille brahmanique, fut d'abord attiré vers le mouvement nationaliste indien. Il se rapprocha ensuite du socialisme avant de se tourner vers le communisme en 1919 et d'être un des fondateurs du PC indien en octobre 1920. Vite déçu par le devenir de l'État dit soviétique, il évolua vers l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme à partir de 1922. Revenu à Bombay en 1935, il fut secrétaire appointé de l'Institut indien de sociologie, rebaptisé plus tard l'Institut socialiste libertaire. Dans ses dernières années, il vécut dans la plus noire des misères. Il a laissé derrière lui quelques recueils d'essais et un court livre de souvenirs intitulé *Reminiscences of an Indian Revolutionary*. (NdT).

enseigne aux enfants depuis des milliers d'années à se souvenir du nom des compositeurs des Védas dont le sang coule dans leurs veines, il n'est pas possible que le sang soit purement aryen, de sorte qu'il n'y existe pas de certitude de pureté de la race.

Naturellement, on enseigne aux brahmines à croire et à proclamer qu'ils sont de purs Aryens parce qu'ils descendent des écrivains védiques et par conséquent possèdent quelques gouttes de sang aryen. En dépit de la rigidité des règles des castes, même en ce qui concerne la nourriture, règles observées jusqu'en ces derniers temps, chaque village et chaque famille présente une variété de types qui va du mongol au sémite et au métis européen et même au négroïde. S'il est donc difficile que les races se conservent pures dans l'Inde, où le mariage hors caste a été strictement interdit, qu'en est-il quant aux « purs » Germains, aux « purs » Latins, aux « purs » Slaves en Europe, là où le mariage a été dès longtemps une affaire privée, individuelle, et où la chasteté sexuelle féminine n'a pu être appliquée rigoureusement ? Dans l'Inde même, elle ne fut pas observée. Combien d'enfants au sein du mariage ne sont-ils pas le fruit d'un adultère ?

Provenant moi-même d'une des castes brahmines les plus orthodoxes – jusqu'à mon débarquement en Europe – je pourrais peut-être proclamer que je suis le plus pur Aryen existant actuellement. Personne de notre caste n'avait la permission de manger ou de contracter mariage même avec d'autres brahmines dans toute l'Inde. D'autres brahmines pouvaient manger chez nous, mais aucun de nous chez eux. Le mariage hors de notre milieu était donc impossible soit pour nos garçons, soit pour nos filles. Si quelqu'un se mariait hors de notre caste spéciale, il ou elle était automatiquement exclu/e comme s'il ou elle sortait volontairement de la caste. Il n'y avait nul espoir d'y revenir ni d'être plus tard réintégré, surtout pour une fille ou la femme épousée par un membre de la caste.

Cependant, même dans le Nord de l'Inde où le sang aryen est le plus répandu, il est impossible de trouver un pur Aryen, même parmi les brahmines. Car les immigrants ou envahisseurs aryens se mélangèrent à la population indienne primitive. Les Hindous du Nord ne furent jamais aussi stricts que ceux du Sud en ce qui concerne la nourriture et le mariage dans une autre caste. Malgré cela, en dépit du fait que ma caste conservait son sang brahmine et aryen pur, même à l'abri du contact avec d'autres brahmines, quel pourcentage de sang aryen court réellement dans mes veines ?

Il est certain que le premier ancêtre de ma caste, d'une manière ou d'une autre, se maria parmi les autochtones de l'Inde du Sud (quand ce ne serait que parmi leurs prêtres) et appela cependant ses enfants « aryens » parce que ceux-ci avaient du sang aryen tandis que d'autres en étaient dépourvus. Mais cela ne

fait pas d'un brahmine un pur Aryen, quelque quantité de sang aryen qu'il puisse conserver. Y eut-il jamais une loi imposée chez les Européens pour que le sang mêlé cesse de l'être davantage ? Aucunement. Cependant, ils parlent de la pureté du sang latin, du sang germanique, du sang slave – parce qu'ils imaginent que cela doit l'être et que cela est. Il ne peut qu'être moins pur en Europe qu'aux Indes, parce qu'aucune loi ne fut appliquée sur le mariage pour conserver pure la progéniture. »

En Europe, ce sont précisément les grandes personnalités qui échappent à l'attribution de la « pureté raciale ». De tout temps, au sein de l'aristocratie et de la bourgeoisie, les mélanges ont été fréquents et ce sont ces classes qui ont donné le plus grand nombre de penseurs et d'artistes considérés comme les exposants typiques de l'« âme nationale ». Il ne m'est pas possible de m'étendre sur un argument qui exigerait un traitement très vaste, mais il me paraît utile de citer quelques exemples puisque, même parmi nous, étrangers aux infatuations racistes, il est fréquent d'user d'expressions telles qu'« esprit latin », « âme slave », etc., pour caractériser certains aspects de la culture de tel ou tel autre peuple.

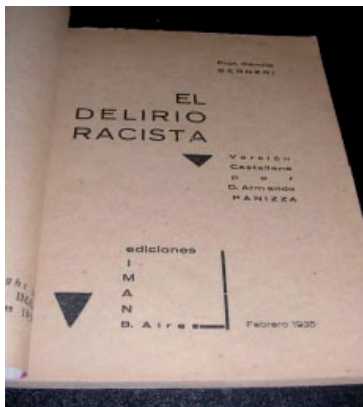
L'empereur Justinien, considéré comme l'homme qui systématisa le droit romain et l'érigea en symbole suprême de la grandeur de Rome, était le fils d'une villageoise slave. Montaigne, sur l'« esprit français » duquel on a beaucoup écrit, était le fils d'une Juive. L'âme slave, par laquelle les critiques expliquent presque tous les aspects de la littérature russe, est un mythe si on l'entend comme un ensemble d'attitudes liées à des caractères ethniques. Le grand-père maternel de Pouchkine, le grand poète russe, était le fils d'un Abyssin et d'une Allemande et comptait parmi ses ascendants paternels un Prussien marié à une Italienne. Le poète russe Vassili Joukovski était le fils d'une Turque, et Nikolaï Ogarév était issu d'une famille tartare. Anton Delvig était d'une famille allemande et le prince Antioche Cantemir, poète et Russe lui aussi, était fils d'une femme grecque. Un autre poète russe, Fète, descendait d'une Allemande. Mikhaïl Lermontov était d'origine écossaise et Alexandre Herzen était fils d'une Allemande.

Beaucoup d'écrivains actuels présentent un fort enchevêtrement ethnique dans leur ascendance, semblable à celui de l'écrivain socialiste français Paul Lafargue, dont la grand-mère paternelle était une mulâtresse de l'île de Saint-Domingue, alors que son grand-père maternel était juif et sa grand-mère maternelle une Indienne caraïbe, c'est-à-dire une survivante de la population autochtone des Antilles.



Qu'est-ce que la race juive ?

De la même façon que la superstition de la race, comprise comme une unité ethnique homogène, a impulsé



le stupide orgueil aryen, elle a promu aussi l'antisémitisme raciste, dont la première expression systématique fut présentée dans le livre de Dühring intitulé *La question juive*³, une « question » qui découlerait supposément du caractère racial. Après la publication de ce livre, bien d'autres

auteurs ont soutenu que les Juifs sont une « race » et que cette race est inférieure.

La grande variété anthropologique des Juifs est la meilleure preuve de l'inexistence de la race juive⁴. Les Juifs de l'Afrique septentrionale, d'Italie, de la péninsule Ibérique et du Midi français sont dolichocéphales (voir Pruner-Bey, Lombroso⁵, etc.) alors que les Juifs polonais, russes et allemands sont brachycéphales (voir Kopernicki, Mayer, etc.). Il existe des Juifs noirs comme les Daggatoun (une tribu vivant aux confins du Sahara), les Falashas d'Abyssinie⁶ et les Juifs noirs des Indes. Il en est de type blond (en Bohême et en Allemagne), de type australien, de type mongoloïde (en Chine et dans le Caucase). Il y a, de même, des Juifs de haute taille (Russie méridionale) et d'autres de petite taille (Galicie et Pologne).

On a effectué de nombreuses recherches sur la grande diversité ethnique des Juifs, dont certaines d'une grande valeur scientifique, et il n'est pas nécessaire de citer des textes. Nous allons nous limiter à quelques observations. Une très grande partie des Juifs réside en Russie et en Pologne et, puisque dans les premiers siècles du christianisme de nombreux Slaves se convertirent au judaïsme sous l'influence des réfugiés, il est légitime de penser que les Juifs actuels de Bessarabie, d'Ukraine et de Pologne sont en majorité des Slaves et des Tartares. On se rappellera à ce sujet qu'un peuple entier, originaire de la Sarmatie et établi entre la mer Caspienne et la mer Noire, les Khazars, s'était presque entièrement converti au judaïsme vers 763⁷ : ce peuple

3 Le titre complet de l'ouvrage de Eugen Karl Dühring, paru en 1881, est : *Die Judenfrage als Frage der Racenschädlichkeit für Existenz, Sitte und Cultur der Völker* [La question juive comme question de la nocivité raciale pour l'existence, les coutumes et la culture des peuples]. Comme on sait, ce Dühring est passé à l'histoire grâce au fameux livre que lui consacra Friedrich Engels en 1878 sous le titre *Monsieur Eugen Dühring bouleverse la science*, communément intitulé *Anti-Dühring*. (NdT).

4 Il existe une énorme littérature sur l'inexistence de la race juive. Je me limiterai à signaler, pour les indications qu'elle donne, la thèse d'André Puvion, *La pathologie des Juifs est due non à la race mais aux mœurs*, thèse de médecine, Paris, 1930.

5 Berneri a trouvé cette référence aux travaux de Pruner-Bey et Lombroso ainsi qu'à ceux de Kopernicki et Mayer – sur les Juifs d'Afrique et d'Italie et sur ceux de Galicie – dans le livre de Bernard Lazare *L'Antisémitisme, son histoire et ses causes*, Léon Chaillet, éditeur, 1894, p. 269, note 2. (NdT).

6 Certains des Falashas d'Abyssinie sont entièrement noirs et d'autres presque blancs ; il en va de même des Abyssins eux-mêmes. Le type sémite est exceptionnel chez les uns comme chez les autres.

7 En juin 1933, le professeur F. Dvornik [František Dvorník] publiait dans la *Prager*

se soumit aux Huns au IV^e siècle après Jésus-Christ, puis aux Avars et aux Turcs. Au VII^e siècle, les Khazars infligèrent une défaite à la Perse et ils s'allièrent à l'Empire byzantin. Dans la première moitié du VIII^e siècle, Semender, leur capitale, fut occupée par les Arabes et ils partirent vers la Mésopotamie. Ces aléas laissent à penser qu'il y eut un mélange mongolique (sémite) et grec (méditerranéen). Selon d'autres auteurs, les Juifs ashkénazes seraient vraisemblablement de pur sang israélite.

Les Juifs anciens ne présentent aucune unité ethnique et toute l'histoire juive est une succession continue de mélanges. Aux temps du roi Hérode, le peuple juif était un mélange d'Iduméens, d'Égyptiens, de Phéniciens, de Syriens et de Grecs. Il existait une ville appelée Scythopolis, une dénomination grecque rappelant les Scythes qui avaient envahi la Palestine sous le règne de Josias (639-608 av. J.-C.). Pella, Gadara, Hippos, Gamala, Gerasa (à l'est du Jourdain) étaient des villes gréco-romaines. Flavius Josèphe (*De Bello Judaico* [La guerre des Juifs], livre VII, chapitre III, paragraphe 3) écrit que de nombreux Grecs passèrent au judaïsme à Antioche.

Dans *L'Homme et la Terre*, Élisée Reclus écrit que les Aryens d'Arménie – fortement judaïsés mais restés Aryens – étaient considérés à Byzance et dans les autres villes où ils menaient leur vie errante comme appartenant à la race juive, ce qui montre que physiquement Juifs et Arméniens se ressemblaient. Il n'y a là rien de surprenant puisque les envahisseurs assyriens dispersèrent des centaines de milliers de leurs prisonniers juifs dans les hautes vallées du Tigre et de l'Euphrate, dans les montagnes d'Arménie et du Caucase. Les Sémites juifs se trouvèrent ainsi en contact avec les Aryens d'Arménie. Certains d'entre eux furent même monarques de toute la région du Hayastan, y compris de la Géorgie. D'une façon ou d'une autre, l'élément aryen pur a influé sur les métamorphoses ethniques des Juifs, particulièrement à travers l'influence arménienne et la grecque.

Alors même que Streicher, l'organisateur officiel en Allemagne du boycott contre les Juifs, a reconnu dans un entretien paru dans le quotidien de Copenhague *Dagens Nyheder* que les Juifs ne sont pas une race, et que, dans la presse hitlérienne⁸, on lit fréquemment que le peuple juif est un mélange de races, les nazis exploitent dans leur propagande antisémite tous les vieux clichés – le Juif est avaricieux, le Juif est sensuel, etc. –, en conservant et en diffusant la superstition selon laquelle les dé-

Presse une étude notable sur l'Empire khazar-juif. (NdA). Cette thèse, acceptée par Arthur Koestler dans *La Treizième Tribu*, puis, plus près de nous, par Schlomo Sand, est aujourd'hui remise en question. (NdT).

8 Dans *Koralle* du 31 août 1933, on lit que, comme tous les autres peuples, le peuple juif présente aussi un mélange de races, mais étant composé de races non-européennes, il est par conséquent plus facile de le distinguer de la population au milieu de laquelle il vit. « Une petite partie du peuple juif appartient principalement à la race orientale. Mais dans sa grande majorité, il est un mélange de races du Proche-Orient, étrangères aux races qui composent notre peuple. »

fauts, vrais et imaginaires, des Juifs sont le produit de la race sémitique. Le « nez juif » est exploité par tous les caricaturistes, alors qu'une enquête allemande fait apparaître que seuls 13 ou 14 % des Juifs ont un nez aquilin et que tous les autres ont un « nez grec ». Le paragraphe 4 du programme national-socialiste déclare que les Juifs ne peuvent être des « *compagnons de sang* » des Allemands bien que toutes les analyses sanguines comparées démontrent qu'il n'existe pas de « *sang juif* » ni de « *sang germanique* » ni de « *sang national* ».

L'antisémitisme a besoin de généraliser, en considérant et en représentant le Juif comme un type humain fixe, reconnaissable au premier coup d'œil⁹ ou par l'odorat¹⁰, comme le prétend le professeur Fischberg.

Il peut sembler paradoxal de nier l'existence de la race juive tant que les Juifs existent. Schopenhauer disait déjà : « *la patrie des Juifs, ce sont les autres Juifs* » ; Renan, débarrassé des mythes racistes, en vint à opposer la tradition juive à la race juive ; quant à Élisée Reclus, il observa justement que les Juifs constituent une nation « *puisque'ils ont conscience de leur passé collectif de joies et de souffrances, le sédiment de traditions identiques comme la croyance plus ou moins illusoire en une même parenté* ». Bernard Lazare expose ce même concept, commun à toutes les études les plus sérieuses du « problème juif ».

H. Neuville, illustrant au cours d'une conférence¹¹ « La position actuelle du problème biologique des races », abordait la question juive avec compétence et lucidité :

« *La détermination physique de la race juive paraît impossible. Ce qui la désigne peut-être le plus clairement à l'attention, c'est, dans chaque groupe envisagé, certaines attitudes, certains gestes, et, en approfondissant les choses, une tournure d'esprit, isolant ces gens psychiquement comme ils le sont socialement. Nous touchons ainsi à un côté généralement trop négligé des analyses raciales. Celles-ci portent essentiellement, et trop souvent de façon exclusive, sur des caractères physiques considérés comme transmis héréditairement au sein de la race et assurant la continuité de celle-ci à travers le temps à travers le temps et les croisements. Plus nous allons, plus la recherche de cette continuité s'avère décevante. Les croisements incessants des races civilisées les brassent depuis longtemps en des mélanges d'où surgissent tout à coup des rappels des types anciens les plus différents. Dans les races demeurées primitives, le mélange, beaucoup moins complexe, l'est déjà cependant à un degré suffisant pour rendre plus ou moins malaisé l'établissement d'un signalement racial ayant quelque réelle valeur générale. En fait, dans l'état présent, plus encore peut-être que par une persistance, une fixité de*

9 Dans un discours, Frick, alors ministre de l'Intérieur du Reich, disait ceci : « L'étude des races devra être cultivée dans tous les degrés de l'enseignement afin d'exercer le coup d'œil des enfants concernant la distinction des races. » (*Völkischer Beobachter*, 10 mai 1933.)

10 On retrouvait là le vieux thème antisémite du *foetor judaicus* [la puanteur juive] issu du Moyen Âge, transformé par les « anthropologues » nazis en un véritable trait racial. Il est pour le moins amusant de constater qu'un médecin français furieusement antiallemand, Edgar Bérillon – le créateur d'une science mort-née baptisée l'« ethno-chimie » – décrivit, sous le nom de bromidrose fétide, « l'odeur nauséabonde sui generis » de la « race allemande ». (NdT.)

11 Reproduite par la revue *Plus Loin*, Paris, juin 1933. (NdA). Le texte de cette conférence est disponible sur Gallica. Son auteur, Henri Neuville (1872-1946), fut directeur adjoint du laboratoire de zoologie comparative de l'École des Hautes Études. (NdT.)

caractères physiques, les groupes ethniques se distinguent les uns des autres par des caractères d'ordre intellectuel, à ce point même qu'on a pu proposer de définir désormais la race : un ensemble de personnes qui ont une mentalité commune et des gestes communs. »

Camillo BERNERI.

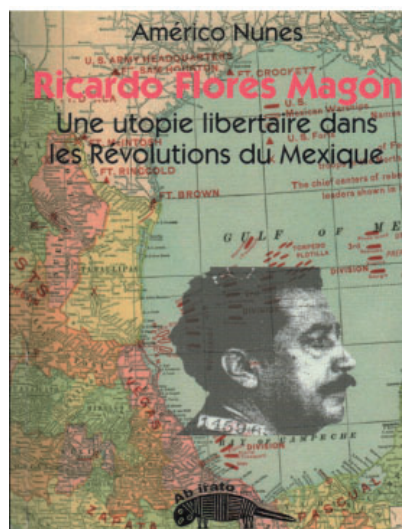
Texte traduit et annoté par Miguel Chueca.

◇◇◇

Morceaux choisis

Si un jour quelqu'un parvient à me convaincre qu'il est juste que les enfants meurent de faim et que les jeunes femmes doivent choisir entre l'un de ces deux malheurs : se prostituer ou mourir de faim ; si quelqu'un arrive à arracher de mon cerveau l'idée qu'il est normal de ne pas tuer en nous-mêmes cet instinct élémentaire de sympathie qui pousse chaque animal sociable à venir en aide aux autres individus de sa propre espèce ; si un jour quelqu'un peut me faire accepter que l'homme, le plus intelligent des animaux, doive recourir aux armes viles de la fraude et de la tromperie pour obtenir le succès ; si un jour l'idée que l'homme doit devenir un loup pour l'homme doit rentrer dans mon cerveau, alors je me repentirai. Mais, comme cela n'arrivera jamais, mon destin est scellé : je dois mourir dans ce pénitencier, marqué comme un criminel.

Ricardo Flores Magón, « Lettre à Harry Weinberger, avocat à New York, in **Américo Nunes, Ricardo Flores Magón – Une utopie libertaire dans les Révolutions du Mexique**, éditions Ab irato, 2019.



Pierre Monatte, Fernand Loriot

À l'occasion du centenaire du congrès de Tours de décembre 1920, nous publions les notices biographiques de deux acteurs importants de cet événement. Ces notices étaient jusqu'ici parues uniquement en traduction italienne, dans l'ouvrage collectif *L'Internazionale Comunista nel centenario della sua nascita* (Pantarei, 2019).

MONATTE Pierre

Né à Monlet (France) le 15 janvier 1881, mort à Paris le 27 juin 1960.

Originaire du centre de la France, Pierre Monatte va au collège comme boursier. À 15 ans, il adhère aux Jeunesses socialistes à Clermont-Ferrand et écrit très jeune dans la presse révolutionnaire locale. Il obtient le baccalauréat, puis travaille comme pion dans plusieurs collèges du Nord de la France. Il vient vivre à Paris en 1902 et travaille pour le journal *Pages libres*. Il milite alors comme syndicaliste et comme anarchiste, écrivant dans les journaux *Le Libertaire* et *Les Temps nouveaux*. Il est également adhérent des Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes et des Jeunesses syndicalistes. C'est en 1904 qu'il devient correcteur, emploi qu'il exercera jusqu'à sa retraite en 1952. Il intègre en 1904 le Comité confédéral de la CGT. Dans le cadre de la répression du syndicalisme, il est emprisonné en 1905 puis en 1906. Cette même année, il prend part au congrès d'Amiens de la CGT qui adopte sa célèbre charte. Il participe en août 1907 au Congrès anarchiste international d'Amsterdam, y déclarant que « *le syndicalisme se suffit à lui-même* ». Il s'éloigne par la suite du mouvement anarchiste. En 1908, il s'exile pendant quelques mois en Suisse afin d'échapper à une nouvelle arrestation. En 1909, il fonde la revue syndicaliste révolutionnaire *La Vie ouvrière*, qu'il dirige jusqu'à ce que la guerre contraigne à suspendre sa parution. En 1911, il participe à la création du quotidien *La Bataille syndicaliste*.

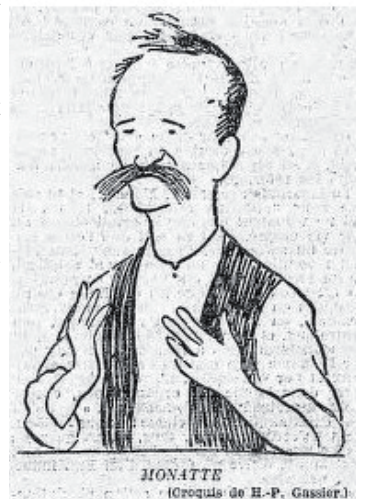
Monatte s'oppose dès le début à la Première Guerre mondiale. Il met en place des réunions tous les jeudis soir au siège de *La Vie ouvrière*, même si la revue ne paraît plus, afin de regrouper les militants qui s'opposent à la guerre, aux côtés notamment d'Alfred Rosmer. En décembre 1914, il publie en tract sa lettre de démission du Comité confédéral de la CGT, qui est au sein du mouvement ouvrier en France le premier texte public d'opposition à l'Union sacrée et à la guerre, réaffirmation de l'internationalisme. Il est mobilisé peu après et envoyé au front. En septembre 1915, la Conférence de Zimmerwald lui rend hommage dans

l'un des textes adoptés, son nom étant associé à celui de Karl Liebknecht. Il n'est démobilisé qu'au début de l'année 1919.

En avril 1919, il refait paraître *La Vie ouvrière* comme hebdomadaire, se réclamant toujours du syndicalisme révolutionnaire. Il participe en mai 1919 à la transformation du Comité pour la reprise des relations internationales en Comité de la III^e Internationale, dont il devient par la suite secrétaire-adjoint. Il joue la même année un rôle majeur dans la création d'un comité des syndicalistes minoritaires au sein de la CGT, qui prend par la suite le nom de Comités syndicalistes révolutionnaires (CSR). Il est arrêté au cours de la grève de mai 1920, accusé d'un prétendu « complot » aux côtés notamment de Fernand Loriot et Boris Souvarine. Pendant son emprisonnement, il écrit dans *La Vie ouvrière* sous le pseudonyme Pierre Lémont. Il est ensuite acquitté et libéré en mars 1921. Monatte est alors proche du Parti communiste, mais sans y adhérer. Il intègre cependant la rédaction de *L'Humanité* en 1922, puis adhère à la 19^e section du PC à Paris en 1923. Après la scission syndicale, il refuse le poste de permanent qu'on lui propose à la tête de la CGTU, et reste adhérent du syndicat CGT des correcteurs.

En janvier 1924, le Congrès de Lyon l'élit au Comité directeur du PC. Monatte s'oppose rapidement à la « bolchevisation » imposée par la direction du parti unique russe. Il soutient Boris Souvarine qui est la cible d'attaques en raison de ses critiques de la direction Zinoviev-Staline, puis il démissionne de *L'Humanité* le 22 avril 1924. Il reprend alors un travail de correcteur. Il refuse de participer au V^e congrès de l'Internationale communiste à l'été 1924, malgré un télégramme de Zinoviev lui demandant sa venue. En fin de compte, Monatte a toujours refusé d'aller en Russie. Avec Alfred Rosmer et Victor Delagarde, il diffuse en novembre 1924 une brochure critiquant fortement les conceptions et les méthodes de la nouvelle direction du PC. Ils sont tous trois exclus du parti début décembre.

Pierre Monatte fonde alors, en janvier 1925, la revue oppositionnelle *La Révolution prolétarienne*, qui se présente comme organe « syndi-



P. Monatte dans la presse en 1921

caliste communiste », puis « *syndicaliste révolutionnaire* ». À ses côtés se trouvent de nombreux autres exclus ou démissionnaires du PC, le plus souvent issus comme lui du syndicalisme révolutionnaire. En 1930, il initie le « Comité des 22 » en faveur de l'unification de la CGT et de la CGTU sur des bases d'indépendance et de lutte de classe. Il s'oppose ainsi à la fois au stalinisme et au réformisme. Il dénonce au cours de l'entre-deux-guerres le « *capitalisme d'État* » en URSS. Pendant la guerre d'Espagne, il apporte son soutien au POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) et aux anarchistes. Dans les années 1950, il participe au Cercle Zimmerwald, rassemblement de révolutionnaires qui s'opposent à la guerre froide et aux deux camps impérialistes opposés. Il demeure jusqu'à sa mort une figure morale majeure du syndicalisme révolutionnaire.

LORIOT Fernand

Né à Ceton (France) le 10 octobre 1870, mort à Paris le 12 octobre 1932.

Fernand Lorient grandit en banlieue parisienne, où il mène des études jusqu'au lycée. Il fait ensuite son service militaire pendant trois ans. Travaillant d'abord comme comptable, il devient ensuite instituteur dans l'enseignement public.

Il est militant socialiste à partir de 1901, puis adhère au Parti socialiste SFIO dès sa formation en 1905. Il participe en 1906 à la création du premier syndicat d'instituteurs dans le département de la Seine, qui est membre de la Fédération nationale des syndicats d'instituteurs (FNSI) qui s'affilie à la CGT. Lorient est aussi membre de la franc-maçonnerie de 1905 à 1909. Il intègre en 1911 la direction du Syndicat des instituteurs de la Seine, puis en 1912 la direction de la FNSI. En octobre 1912, il est condamné à une amende pour son action syndicale.

Il s'oppose à la Première Guerre mondiale à partir d'août 1915, participant à la minorité internationaliste de la CGT. Après la Conférence de Zimmerwald, il fait partie de ses premiers partisans en France. Il est membre du Comité pour la reprise des relations internationales (CRRI) qui regroupe les zimmerwaldiens socialistes, syndicalistes et anarchistes. Délégué au congrès de la SFIO en décembre 1915, il prend la parole pour s'opposer à la participation au gouvernement et à l'Union sacrée. Il est également membre du Comité confédéral de la CGT, faisant partie de sa minorité pacifiste. En 1916, le CRRI fait paraître une brochure anonyme de Lorient : *Les Socialistes de Zimmerwald et la guerre*. Il devient le principal dirigeant du CRRI, et les socialistes zimmerwaldiens en France sont en conséquence parfois appelés les « lorientistes ». En avril 1917, il est en Suisse et signe le protocole pour le retour de socialistes russes via l'Allemagne (dont

Lénine). Après la fin de la guerre, il devient trésorier de la SFIO au sein de la nouvelle direction issue des minoritaires pacifistes. En février 1919, il participe à la conférence socialiste de Berne et y défend des positions révolutionnaires à contre-courant de la majorité qui souhaite reconstituer la Deuxième Internationale. En avril 1919, il propose l'adhésion de la SFIO au Comintern, qui n'obtient que 14 % des voix. Le CRRI adhère au Comintern, et en mai 1919 devient le Comité de la III^e Internationale (C3I), dont Lorient est le secrétaire. En février 1920, le congrès de la SFIO donne cette fois plus du tiers des voix à la motion Lorient d'adhésion au Comintern. En avril 1920, il participe à un Conseil national du Parti socialiste italien en tant que représentant du C3I.

Il est emprisonné à partir de mai 1920, jusqu'en mars 1921. Il est donc en prison pendant le congrès de Tours de la SFIO (décembre 1920) qui donne 68 % des voix à la motion Lorient-Souvarine : la SFIO devient la Section française de l'Internationale communiste (SFIC), qui prend plus tard le nom de Parti communiste (PC). Lorient est élu au Comité directeur de la SFIC, ainsi qu'au poste de secrétaire international. À l'été 1921, il est l'un des cinq présidents du troisième congrès du Comintern. Son intervention critique sur le rôle des délégués du Comintern en Allemagne lors de l'action de mars 1921 est interrompue. Il part de Moscou assez déçu. Il démissionne du Comité directeur du PC pendant le congrès de Marseille (décembre 1921), et refuse de le réintégrer malgré les demandes de l'exécutif du Comintern. Exclu de l'enseignement, il devient libraire puis travaille comme comptable.

À partir de décembre 1924, il mène l'opposition communiste interne contre la bolchevisation et contre les exclusions des militants de la gauche du PC comme Boris Souvarine, Alfred Rosmer et Pierre Monatte. En 1925, il initie les actions de l'opposition interne au sein du PC, notamment par des lettres collectives : lettre des 80 en février 1925, lettre des 250 en octobre 1925. Il quitte le PC en 1926 et participe dès lors au communisme oppositionnel indépendant. Il écrit dans les revues *Contre le courant* et *La Révolution prolétarienne*. En février 1928, il est signataire (avec notamment Marthe Bigot, Pierre Monatte et Alfred Rosmer) d'un texte protestant contre la déportation de Trotski en Sibérie.

En juin 1928, Lorient publie le livre *Les Problèmes de la révolution prolétarienne* où il se réclame du marxisme contre le stalinisme et contre le léninisme. Il y écrit que l'URSS est une dictature bureaucratique avec une économie capitaliste d'État, et que « les intérêts du gouvernement russe s'opposent à ceux du prolétariat mondial ». Redevenu instituteur, resté militant syndicaliste révolutionnaire, il meurt quelques jours après avoir pris sa retraite.

Julien CHUZÉVILLE

Entretien avec Anne Steiner

à propos de *Révolutionnaire & dandy – Vigo dit Almereyda* (L'échappée, 2020)

Avant d'aborder le cœur du sujet, je voulais avoir ton avis sur cette affirmation de Simone Weil dans un article de 1933 de *La Révolution prolétarienne* : « Août 1914 a marqué la faillite de l'organisation des masses prolétariennes, sur le terrain politique et syndical, dans les cadres du régime. »

En août 1914, le mouvement ouvrier des deux principaux pays belligérants, l'Allemagne et la France, présentait des caractéristiques bien différentes. Tandis que le syndicalisme allemand s'était placé dans l'orbite du parti social-démocrate allemand, la CGT, depuis sa création, défendait jalousement son autonomie par rapport à la SFIO, et considérait qu'elle constituait le seul véritable parti du travail, la grève devant l'emporter sur toute forme d'action politique. Mais si importantes qu'aient été ces différences, elles n'ont pas empêché le ralliement à l'Union sacrée des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière de ces deux pays. En Allemagne, les parlementaires socialistes ont voté les crédits de guerre le 4 août, suivis de peu par les socialistes français toutes tendances confondues.

En France, la propagande antimilitariste de la CGT, par voie orale et écrite, a été extrêmement active dans la décennie qui a précédé la guerre, dénonçant sans relâche le rôle de l'armée dans la répression des conflits sociaux comme dans les expéditions coloniales. Et de congrès en congrès, elle a toujours déclaré que les travailleurs devaient répondre par la grève générale insurrectionnelle à tout ordre de mobilisation. En 1913, la France entre dans une phase de préparation directe à la guerre avec la loi prolongeant la durée du service militaire de deux à trois ans. Ce qui conduit la CGT, contrairement à son habitude, à lutter conjointement avec le Parti socialiste contre ces dispositions. Mais elle a renoncé à lancer le mot d'ordre de grève générale pour le 24 septembre 1913, si la classe 1910, libérable, était maintenue sous les drapeaux. L'appel précédent contre les menaces de guerre en décembre 1912 n'ayant été qu'un demi-succès, elle craignait cette fois un véritable échec. Un tel mot d'ordre aurait-il été assez suivi en août 1914 pour entraver efficacement la mobilisation ? On peut en douter. Le seul résultat aurait certainement été l'internement des antimilitaristes actifs, syndicalistes, anarchistes ou socialistes insurrectionnels, figurant au carnet B.

Peut-on parler d'une faillite ? L'organisation des « masses prolétariennes » dans un cadre national, même s'il y avait de fréquents congrès internationaux, ren-

dait difficile le sabotage simultané de la mobilisation dans l'un et l'autre pays. Il y avait une méfiance réciproque entre les organisations syndicales et politiques allemandes et françaises, mépris des premières pour le syndicalisme révolutionnaire français, méfiance des secondes envers la social-démocratie allemande qui abritait en son sein des militants complaisants envers le militarisme et le colonialisme. Pour réagir par la grève générale et l'insurrection à un ordre de mobilisation, il aurait fallu que les militants ouvriers des pays belligérants puissent se faire pleinement confiance, ce qui n'était pas le cas.

Après plusieurs livres sur les mouvements sociaux et révolutionnaires de la « Belle époque » (voir ci-après), tu publies aujourd'hui une belle biographie de Miguel Almereyda (Eugène Bonaventure Vigo, dit [1883-1917])¹. Pourquoi cette période en général et pourquoi ce personnage en particulier qui est soit totalement oublié, soit précédé d'une réputation sulfureuse ?

Cette période, en gros 1899-1914, qui voit la République s'enraciner en France m'intéresse pour l'extraordinaire ébullition sociale qui la caractérise avec plus d'un millier de grèves par an en moyenne sur tout le territoire français et dans tous les secteurs d'activité. Mais aussi pour le foisonnement de la presse anarchiste et socialiste, locale et nationale, dans laquelle s'expriment majoritairement, et même exclusivement pour certains titres, des jeunes gens dotés d'une simple instruction primaire mais qui ont utilisé tous les dispositifs possibles d'éducation populaire pour parfaire leur instruction. C'est vraiment l'âge d'or de l'autodidactisme avec l'arrivée à l'âge adulte des générations qui ont pleinement bénéficié des lois Ferry et qui possèdent le socle de connaissances minimal qui leur rend accessible, au prix de beaucoup d'efforts, certes, une grande partie des publications de leur temps, y compris en sciences. Mon intérêt pour cette période commence avec une première recherche sur les milieux anarchistes individualistes qui ont accordé une importance extrême à l'éducation, puisqu'il ne pouvait pour eux y avoir de transformation de la société sans transformation préalable des individus, de leurs modes de penser et d'agir. Mais en toile de fond, j'ai découvert toutes les grandes mobilisations auxquelles ils avaient participé et sur lesquelles j'ai eu envie de me pencher, ce qui a fait

¹ Nous renvoyons aux deux notices qui figurent sur le site du *Dictionnaire Maitron* : l'une de Jean Maitron et André Balent : <https://maitron.fr/spip.php?article76911> ; l'autre de Guillaume Davranche, pour le *Dictionnaire des anarchistes* : <https://maitron.fr/spip.php?article155252>.

l'objet des deux ouvrages que j'ai écrits à la suite des *En Dehors, Le Goût de l'émeute* et *Le Temps des révoltes*, retraçant un certain nombre de conflits sociaux, grèves, émeutes, mobilisations de grande ampleur.

Et c'est la lecture attentive de la presse révolutionnaire autour de ces événements, *La Guerre sociale* en particulier, qui m'a fait découvrir Almereyda, un des fondateurs du journal, qui en fut aussi le secrétaire de rédaction de décembre 1906 à mars 1913. D'abord anarchiste et militant antimilitariste, Almereyda ne se contente pas d'être un journaliste, il délivre aussi une active propagande orale, et participe physiquement à toutes les grandes mobilisations de son temps, faisant preuve d'une « folle bravoure » face aux forces de maintien de l'ordre dans les manifestations et pratiquant, avec beaucoup de panache, une défense de rupture dans les nombreux procès pour délits de presse qui lui ont été intentés. Les témoignages de ses anciens amis et camarades de combat soulignant son intrépidité, sa gouaille et son élégance en faisaient à mes yeux un personnage attachant et intrigant. Et même les dernières années de sa courte vie, qui font de lui un personnage si controversé, ont renforcé mon envie d'en savoir plus.

J'ai eu envie de comprendre son évolution car depuis longtemps je m'intéresse aux trajectoires militantes, aux facteurs favorisant l'engagement initial et influençant les orientations ultérieures, à tout ce qui contribue à former la trame de l'identité militante. Existe-t-il un noyau dur de convictions, tôt forgées, qui reste inaltérable en dépit des revirements apparents et de quoi est-il fait ? Quels sont les liens entre le jeune Vigo poseur de bombes de 1900, l'Almereyda blanquiste des années de *La Guerre sociale*, et enfin le directeur de quotidien du soir, réformiste et favorable au bloc des gauches, qu'il est devenu au soir de sa vie ?

Parmi les aspects les plus notables de l'action d'Almereyda, il faut souligner son antimilitarisme, son travail dans la presse avec la création d'un journal d'une grande diffusion comme *La Guerre sociale*, sa volonté de trouver des passerelles entre les différents courants révolutionnaires (anarchistes, socialistes, syndicalistes révolutionnaires) et son action contre l'extrême droite de son temps avec le combat des Jeunes Gardes contre les Camelots du roi de l'Action française. Peux-tu revenir sur ces points et souligner ce qu'il a apporté au mouvement révolutionnaire de son temps ?



Eugène Vigo

À l'âge de 21 ans, alors qu'il collabore depuis deux ans au *Libertaire*, il se trouve propulsé, avec le syndicaliste Georges Yvetot, à la tête de la section française de l'Association internationale antimilitariste (AIA) fondée en juin 1904 à Amsterdam. Grâce à ses efforts, qu'il ne ménage pas, elle compte 5 000 membres répartis dans 93 sections un an plus tard. L'organisation ne prône pas la désertion individuelle, mais le refus collectif d'obéissance en cas d'utilisation de l'armée comme force de répression lors des grèves ainsi que le sabotage de la mobilisation en cas de conflit armé avec un autre pays. Elle prévoit cependant un réseau de solidarité international des insoumis et déserteurs des différents pays, et promeut l'esperanto pour établir des liens entre militants de langues différentes. Pour hâter le développement de l'association qui n'allait pas assez vite à son gré, Almereyda décide en octobre 1905 de faire placarder sur les murs de plusieurs villes une affiche au texte offensif pour forcer l'État à faire un procès aux signataires, tous membres de l'AIA, meilleur moyen d'avoir une tribune. Ce sera l'Affiche rouge, qui appelle les soldats à tirer sur les officiers plutôt que sur les grévistes et à répondre à l'ordre de mobilisation par l'insurrection. Les trente signataires sont traduits en justice en décembre 1905 et leurs avocats font citer 56 témoins à décharge parmi lesquels les plus fameux orateurs du mouvement anarchiste et socialiste comme Sébastien Faure, Séverine, Jean Jaurès, Paul Lafargue. C'est un procès hors normes couvert par toute la presse qui donne une formidable visibilité à l'AIA. Condamné à trois ans de prison, Almereyda va faire plus ample connaissance avec Gustave Hervé, qui appartient à la tendance insurrectionnelle de la SFIO, incarcéré comme lui à Clairvaux. C'est durant leur détention qu'ils élaborent, avec d'autres condamnés de l'Affiche rouge, le projet d'un journal ouvert, comme le précise le premier éditorial, « à tous ceux qui travaillent, autrement que par l'action légale, à l'expropriation de la bourgeoisie capitaliste en vue de la socialisation des moyens de production et d'échanges ». Socialistes insurrectionnels, syndicalistes révolutionnaires et anarchistes, y collaborent en bonne intelligence.

Admirablement mis en page par Almereyda qui en est le secrétaire de rédaction, il jouit du concours de polémistes de talent comme Hervé ou Méric, et d'excellents dessinateurs comme Delannoy, Grandjouan et Gassier. Il dénonce sans relâche les exactions de l'armée française au Maroc et les brutalités de la troupe lors de la répression des conflits sociaux, ce qui vaut aux rédacteurs comme aux illustrateurs plusieurs condamnations à des peines de prison ferme pour outrages à l'armée.

Almereyda et ses camarades de *la Guerre sociale* ont voulu prolonger cette synergie des différents courants antiparlementaires du mouvement ouvrier par la création d'un parti révolutionnaire susceptible de don-

ner une direction aux multiples conflits qui se développaient alors en France, mais ils ont échoué. Les syndicalistes craignaient qu'une telle formation détourne les énergies militantes de la CGT, qui était pour eux le seul véritable parti du travail, les socialistes insurrectionnels hésitaient à quitter la SFIO, force numériquement importante, pour une formation qui n'existait pas encore et les anarchistes se méfiaient de l'autoritarisme des militants de *la Guerre sociale* qu'ils qualifiaient, non sans raison, de blanquistes.

Confrontés à cet échec et aux critiques de plus en plus virulentes des anarchistes et des syndicalistes révolutionnaires qui leur reprochaient de plaider pour le désarmement des haines entre CGT et SFIO après avoir, pendant des années, brocardé les élus socialistes, les anarchistes de *la Guerre sociale*, Miguel Almereyda en tête, adhèrent finalement à la SFIO en 1912. Le but avoué était de la subvertir de l'intérieur en renforçant sa minorité insurrectionnelle, mais c'est tout le contraire qui se passera et ce sont eux qui glisseront insidieusement vers le réformisme, passant en moins de deux ans de l'antiparlementarisme le plus échevelé à la défense de la formation d'un bloc des gauches regroupant socialistes et radicaux socialistes.

Quelques mois avant ce spectaculaire retournement de veste, Miguel Almereyda avait créé une organisation de type blanquiste, Les Jeunes Gardes, formée d'une trentaine d'escouades de 10 militants, armés de brownings, de poings américains et de cannes plombées. Chacune se trouvait sous la responsabilité d'un chef, seul à être en rapport avec le Comité exécutif et à connaître le lieu de rassemblement des actions. Rapidement mobilisables, les Jeunes Gardes affrontaient les Camelots du roi, milice nationaliste et antisémite de l'Action française. Ces derniers, qui sévissaient alors aux alentours de la Sorbonne, molestaient les professeurs dont les cours heurtaient leurs convictions catholiques et monarchistes, et commettaient diverses exactions.

Les Jeunes Gardes prenaient aussi la tête des cortèges dans les manifestations pour forcer les barrages des forces de l'ordre et pour répondre par la violence organisée aux brutalités policières. Quand la mobilisation contre l'allongement de la durée du service militaire prendra de l'ampleur, en 1913, les Jeunes Gardes assureront le service d'ordre de tous les grands meetings parisiens contre les perturbateurs militaristes et nationalistes. Si les anarchistes et une partie des syndicalistes ont déserté l'organisation après l'adhésion des membres du comité central (Almereyda, Merle, Goldsky et Dolié) à la SFIO, beaucoup de jeunes socialistes l'ont rejointe, si bien que la capacité offensive de l'organisation est restée intacte jusqu'en 1914.

Comment expliques-tu le changement d'orientation d'Almereyda avec son départ de *La Guerre so-*

***ciale* en mars 1913 et la fondation du *Bonnet rouge* quelques mois plus tard ?**

Confronté à l'impossibilité de former un parti révolutionnaire et découragé par l'échec des dernières grandes mobilisations comme la grève des cheminots en 1910, Almereyda ne croit plus à la possibilité d'une révolution en France. Par contre, il voit monter les forces de la réaction et pense que la dénonciation systématique des élus socialistes par *la Guerre sociale*, contribue à dégrader aux yeux de la classe ouvrière le parti socialiste dans son entier. Or, malgré ses imperfections, la SFIO est la seule force populaire un peu organisée du pays, et il est dangereux d'en détacher les ouvriers. Un parti révolutionnaire devrait de toute façon travailler avec elle et non contre elle. Sur ce point, Almereyda suit l'évolution de Gustave Hervé mais, à l'inverse de ce dernier, il se rend bien compte que *La Guerre sociale*, qui était un organe de concentration révolutionnaire, perd toute raison d'être avec ce changement de ligne, et que sa radicalité ne peut que tourner à vide maintenant que les collaborateurs historiques du journal sont honnis, le mot n'est pas trop fort, de la plupart des militants antiparlementaristes.

Le titre même de l'hebdomadaire est devenu obsolète avec l'évolution de ses contributeurs vers le réformisme, de même que son ton provocateur. Faute de l'avoir compris, Hervé va s'enfoncer dans des rodomontades de plus en plus pitoyables au fur et à mesure de son évolution. Almereyda, lui, préfère tourner la page, et réaliser avec Eugène Merle, un projet qu'ils



mûrissaient depuis un certain temps, la création d'un journal satirique, illustré, et faisant une part belle à la culture. Ce sera *Le Bonnet rouge* des débuts qui vise un lectorat élargi, notamment féminin. Il deviendra quotidien du soir en mars 1914, ce qui permet à Almereyda d'assouvir sa passion pour le journalisme, activité à laquelle il est venu par militantisme mais qui prime désormais sur tout. Militant, il le sera de moins en moins, et son adhésion à la SFIO est de pure forme, elle ne s'accompagne d'aucun engagement réel.

Selon toi, qu'est-ce qui caractérise l'itinéraire d'Almereyda ? Le passage, fréquent, d'un révolutionnarisme échevelé de jeunesse à un réformisme plus ou moins éclairé à l'âge mûr ou une certaine unité malgré des circonstances changeantes que son fils, Jean Vigo, tenta de comprendre et d'expliquer – mais sans pouvoir mener à bien ce projet du fait de son décès prématuré ?

Anarchiste, Almereyda croyait déjà plus à l'action des minorités agissantes qu'à la puissance de l'éducation. Comme les individualistes, il a un certain mépris des masses, mais contrairement à eux, il croit la révolution nécessaire à la transformation de la société, révolution qui ne pourrait se faire que sous la direction d'une élite consciente et organisée. C'est pourquoi, il ne lui a pas été difficile de glisser, sous l'influence de Gustave Hervé, vers une forme de blanquisme. Son évolution ultérieure et soudaine vers le réformisme a été hâtée par la violence des attaques dont il a été la cible de la part de ses anciens camarades anarchistes et socialistes révolutionnaires dès lors qu'il a prôné, à la suite d'Hervé, le désarmement des haines entre élus socialistes et syndicalistes révolutionnaires. Traité de renégat, conspué, gravement molesté à chacune de ses apparitions publiques, il n'a pas eu d'autre choix que de rompre avec son ancien milieu. Et de donner ainsi raison à ses détracteurs qui lui reprochaient une coupable indulgence à l'égard du Parti socialiste. Mais aucune chance de s'expliquer ne lui a été laissée et après l'échec définitif de la formation d'un parti révolutionnaire, il ne voyait plus aucune perspective politique se dessiner, sinon celle d'émeutes à répétition toujours plus durement réprimées. Et il y a loin de l'émeute à l'insurrection.

Venu à la SFIO avec la perspective avouée de renforcer la minorité insurrectionnelle qu'elle abritait, il s'est très vite rallié à l'idée de constitution d'un bloc des gauches en vue des élections de 1914. Il a pu, dans ce cadre, combattre le projet de loi instituant une prolongation du service militaire de deux à trois ans, avec les méthodes de combat de rue qui avaient toujours été les siennes. Puis est arrivée la guerre et le ralliement massif à la politique d'Union sacrée suivi par la majorité des syndicalistes et des socialistes et par une bonne partie des anarchistes. Ce qui surprend chez Almereyda,

c'est moins cette évolution politique que son rapport à l'argent qui transforme complètement son mode de vie. Lui qui n'avait jamais vécu ailleurs qu'à Montmartre et Belleville, le plus souvent dans de simples chambres, migre vers les beaux quartiers et les banlieues cossues où il loue des villas richement meublées et s'entoure de domestiques. On se demande comment le jeune homme intègre, pauvre et bohème qu'il a si longtemps été, peut trouver soudain si désirable la richesse et le luxe. Son addiction à la morphine, attestée à partir de 1916, a certainement modifié son rapport à l'argent et à l'amitié, et émoussé son sens moral, mais la perplexité demeure.

Si l'on cherche ce qui est resté intact en lui, c'est sans contexte sa haine de l'extrême droite d'alors qui s'incarne dans l'Action française et ses dirigeants, Charles Maurras et Léon Daudet. Après les avoir combattus pendant des années dans la rue, il les affronte sans relâche dans les colonnes de son journal. À partir de juin 1915, il mène contre eux une violente campagne de presse, les accusant d'affaiblir la France par leurs attaques constantes contre certains généraux républicains et de nombreux hommes politiques et pointant leur responsabilité dans l'assassinat de Jaurès qu'ils ont couvert d'insultes pendant des années. Leur combat se poursuit devant les tribunaux, les uns et les autres s'accusant de diffamation. Et c'est finalement l'acharnement de l'Action française à dénoncer Miguel comme traître stipendié par les Allemands pour mener une campagne pacifiste dans *le Bonnet rouge* qui conduira à son arrestation, suivie de son décès en prison en août 1917.

Bibliographie d'Anne Steiner sur la période :

Les En-dehors - Anarchistes individualistes et illégalistes à la « Belle Époque », L'Échappée, 2008.

« Vivre en anarchiste à la « Belle Époque » : la tentation de l'illégalisme pour échapper au salariat. Débats au sein des milieux individualistes », in : *Vivre l'anarchie, expériences communautaires et réalisations alternatives antiautoritaires*, Actes du colloque de Ligoure, Lyon, Atelier de création libertaire, 2010.



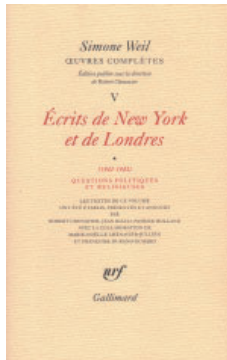
Le Goût de l'émeute - Manifestations et violences de rue dans Paris et sa banlieue à la « Belle Époque », L'Échappée, 2012.

Rirette l'insoumise, Tulle, Mille Sources, 2013.

Le Temps des révoltes. Une histoire en cartes postales des luttes sociales à la « Belle Époque », L'Échappée, 2015.

Livres

Simone Weil, *Écrits de New York et de Londres (1942-1943)*, vol. I *Questions religieuses et politiques - Œuvres complètes V*, textes établis, prés. et annotés par Robert Chenavier, Jean Riaud, Patrice Rolland, Gallimard, 2019, 766 p.



De nombreuses rééditions d'articles de Simone Weil se poursuivent à un rythme accéléré et sans ordre apparent ni politique éditoriale conséquente. Il y a, par exemple, trois éditions différentes de *La personne et le sacré* et pas moins de cinq de *Note sur la suppression générale des partis politiques*. Si l'on peut se féliciter de la grande diffusion de ces textes susceptibles de

toucher un public de plus en plus large, il est toutefois regrettable que ces parutions soient placées sous le plus petit dénominateur commun du service minimum. En effet, ces petits livres se caractérisent par une absence d'appareil critique et de texte permettant une contextualisation, aussi minime soit-elle, de ces écrits, aussi bien générale que dans l'œuvre, immense, de Simone Weil, les deux étant pourtant nécessaires pour les aborder au mieux.

On ne peut donc que se réjouir de savoir que la publication des *Œuvres complètes* de Simone Weil, entamée en 1988, se poursuit avec un copieux volume qui reprend l'ensemble des articles et projets d'articles qu'elle a écrits en 1942-1943 à New York et Londres, après un volume consacré à *L'Enracinement - Prélude à une déclaration des devoirs envers l'être humain* (1943) publié en 2013. Avec ces deux tomes, le lecteur dispose donc de l'ensemble des écrits de Simone Weil durant les deux dernières années de sa vie, augmenté de leurs variantes, de substantiels avant-propos et d'un appareil critique d'une grande qualité qui couvre aussi bien le contexte de l'époque, les personnages et situations évoqués que les échos de tel ou tel thème dans l'ensemble de son œuvre.

Et c'est le cas notamment pour les deux textes évoqués plus haut, *La Personne et le sacré* et *Note sur la suppression générale des partis politiques* qui, dans le présent volume, sont intégrés dans un ensemble cohérent, accompagnés de tous les éclaircissements nécessaires. Ce qui frappe d'abord le lecteur, c'est la quantité de ces écrits, rédigés en moins de deux ans, en exil et dans les conditions difficiles du temps, surtout si l'on pense qu'au même moment Simone Weil se consacre aussi à ses cahiers et à une abondante correspondance. Ensuite, c'est leur immense qualité : ils sont rédigés au fil de la plume, quasiment sans rature ni reprise.

Dans ce volume, divisé en deux parties aussi bien pour les écrits que les annexes et variantes, on retrouve ceux de New York, puis ceux de Londres. Pour la période new-yorkaise, plus courte, on découvre notamment des projets d'ar-

ticles inédits écrits directement en anglais (accompagnés de leur traduction française) sur le gaullisme, les problèmes de l'empire colonial français et le traitement des prisonniers de guerre noirs dans l'armée française, destinés à informer l'opinion américaine. Pour la période londonienne, les essais et projets d'articles abordent successivement des « réflexions sur la guerre », la question des colonies, Marx et le marxisme, la religion, puis un ensemble d'écrits sur des questions politiques et constitutionnelles.

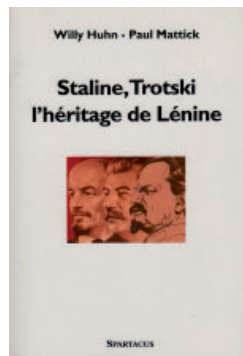
Le lecteur ne sera pas surpris de voir aborder ces différentes thématiques, omniprésentes dans son œuvre, même si habituellement il est courant d'opposer une première période « politique » (jusqu'en 1934, voire 1936) marquée par l'engagement syndicaliste révolutionnaire, la collaboration à *La Révolution prolétarienne* et à *La Critique sociale*, la révolution espagnole, etc., et une seconde, « religieuse » et « mystique ». Ces deux volumes battent en brèche cette simplification habituelle. En effet, il faut rappeler que dans *L'Enracinement*, à la veille de sa mort, donc, elle soulignait que, juste avant la guerre, une des orientations qui sollicitaient les ouvriers était « *les restes, de plus en plus faibles, mais toujours un peu vivants, du vieil esprit syndicaliste de jadis, idéaliste et plus ou moins libertaire* ». Elle ajoutait quelques pages plus loin : « *Les faibles restes de ce syndicalisme sont au nombre des étincelles sur lesquelles il est le plus urgent de souffler*¹. » Les choses, on le voit, sont un peu plus complexes que ce que laisse supposer un découpage chronologique entre deux périodes différentes, voire opposées.

C'est sans doute Robert Chenavier, l'un des éditeurs de ce volume qui dit l'essentiel quand il y présente longuement la lettre que Simone Weil écrit le 26 juillet 1943 (elle meurt le 24 août), pour rompre avec ce qu'elle nomme « le mouvement français de Londres ». Citons-le : « *Ainsi est confirmé un trait constant des engagements de Simone Weil. Chaque milieu dans lequel elle a milité, elle l'a observé, mis à l'épreuve, elle en a critiqué les insuffisances, et elle l'a quitté. Ainsi en fut-il des milieux du syndicalisme révolutionnaire, du pacifisme, de son engagement dans un mouvement anarchiste en Espagne [...]. Au seuil de l'Église, elle a questionné, enquêté, s'est approchée toujours plus, pour ne jamais y entrer finalement. Qu'exprime la lettre à Closon un mois avant sa mort ? Elle affirme de la façon la plus tranchante, sans le moindre fléchissement, une intransigeance extrême qui prouve qu'elle n'a pas renoncé aux préceptes qui l'ont toujours guidée.* » Sa vocation étant « l'attente de la vérité », il ne lui reste plus, quelles que soient les circonstances, qu'un ultime recours : la justice, « cette fugitive du camp des vainqueurs ».

C.J.

¹ *Écrits de New York et de Londres (1943) - L'Enracinement. Prélude à une déclaration des devoirs envers l'être humain*, Gallimard, 2013, p. 133 & p. 150.

Willy Huhn, Paul Mattick, *Staline, Trotski - l'héritage de Lénine*, trad. et notes Daniel Saint-James (avec le concours de Claude Orsoni), Spartacus, 2019, 180 p.



Le cœur de ce livre est constitué par le texte du communiste de conseils allemand¹ Willy Huhn (1909-1970), « Trotski, le Staline manqué » (1952). Il y examine la conception de la révolution chez Trotski, en soulignant que celui-ci a changé d'avis sur la question des rapports entre le Parti et les conseils entre 1905 et 1917 : d'abord proche

des conceptions de Rosa Luxemburg, il se prononce ensuite « pour le pouvoir au Parti (jacobin) et contre le pouvoir aux conseils (socialiste) ». Il ne reviendra jamais sur la conception bolchevique du rôle du Parti : « La dictature du prolétariat ne peut et ne doit être réalisée que par la dictature du Parti ». Huhn insiste aussi sur le rôle de Trotski dans la répression de l'insurrection de Cronsandt qui scelle la mort des soviets et examine les failles de la théorie de l'« État ouvrier », avant d'insister sur le bonapartisme du créateur de l'Armée rouge, qui affirmait en 1922 : « Notre tâche est la domination des masses. » Huhn interroge pour conclure : « Noske a ouvert la voie à Hitler, mais qui a pavé le chemin de Staline ? »

C. J.



Avant la Sécu. Syndicalisme et Assurances sociales.
Éditions syndicalistes² – 72 pages – 3 €

Avant la Sécu
Syndicalisme
et Assurances sociales
1918-1935

Éditions syndicalistes

La mise en application des Assurances sociales, effective en 1930, a demandé dix années. Cette affaire donna lieu à un débat public très large, où patronat, mutualité, médecins, partis politiques, etc. et syndicats ont pris position. La presse a pris d'ailleurs une part importante à ces polémiques.

La présente brochure des Éditions syndicalistes permet

de prendre connaissance d'un sujet très largement méconnu dans le mouvement syndical. On y trouve des extraits de résolutions de congrès ou de rapports confédéraux de la CGT et de la CGTU. Ainsi que des articles de syndicalistes révolutionnaires parus dans *La Révolution prolétarienne*. Le tout entre 1918 et 1934. Cela permet d'avoir une vue d'ensemble des positions des principaux courants syndicalistes de l'époque.

La CGT a assumé son réformisme et sa politique de

¹ Le communisme de conseils est un courant marxiste anti-léniniste, pour lequel les conseils ouvriers doivent s'organiser pour diriger la société, par opposition au « communisme de parti » et aux conceptions de Lénine, selon lequel seul le parti doit diriger la révolution, puis la société.

² Site : <http://www.editionssyndicalistes.fr>

la présence. Un travail sérieux et argumenté a été réalisé, par lequel le militant Georges Buisson est devenu la « référence » de cette confédération sur le sujet. De nombreuses brochures techniques ont été publiées, des meetings organisés pour expliquer aux syndiqués les objectifs de la loi, ainsi que ceux que la CGT s'était donnés. Elle a construit un réseau de caisses à gestion ouvrière, « Le Travail », et publié un *Bulletin ouvrier des Assurances sociales*. La CGT, consciente que le rapport des forces n'était pas favorable, a décidé de prendre ce qui se présentait, quitte à faire en sorte d'améliorer la loi, et d'empêcher les retours en arrière. Mais cette attitude correspondait bien à sa stratégie réformatrice, bloquant toute tentative de construire des luttes radicales pour faire passer des paliers à la loi mise en place. Il reste qu'elle a concrètement mis en œuvre une orientation de « gestion ouvrière » avec son réseau syndical de caisses d'assurances sociales, et qu'elle a défendu des principes qui sont entrés dans le patrimoine revendicatif syndical pour la Sécurité sociale.

La CGTU a rejeté la loi, notamment à cause de la cotisation ouvrière. Elle a animé d'ailleurs des grèves dans le textile lors de son entrée en vigueur. Les documents de 1923 à 1925 sont argumentés et constituent l'essentiel de la polémique contre la CGT. Mais très vite, les prises de positions sont de moins en moins syndicales et de plus en plus politiques lorsque l'on se rapproche de la période du « social-fascisme ». Cependant, après 1930, parfois, lorsque les Assurances sociales sont attaquées et que le danger se rapproche, la CGTU, comme le parti communiste, ont pris des positions de défense, en contradiction avec l'orientation tenue jusque-là. On a eu donc une image brouillonne qui s'est ajoutée à un rejet caricatural. La CGTU n'a pas traduit les espoirs qu'avaient laissé entrevoir ses congrès de 1925 et 1927, où a pointé l'orientation du « syndicalisme à bases multiples », impulsé un moment dans l'Internationale syndicale rouge. Sa décision du congrès de 1927 de création d'une Caisse nationale de solidarité ouvrière à statut mutualiste n'a eu aucun lendemain. La CGTU n'a pas fait les efforts de la CGT pour construire et animer un réseau syndical de caisses à gestion ouvrière. De ce fait, ses critiques justifiées de la loi, ses revendications portées en 1923 et 1925 dans deux rapports sur les CCN (conventions collectives nationales), n'ont pas donné lieu à un bagage solide sur la question. Cependant, avant que toute possibilité réelle de débat ne se ferme dans cette confédération, la période de 1923 à 1925 au moins montre l'existence de divergences face à la ligne du rejet en bloc de la loi. On peut le constater en lisant les comptes-rendus des débats dans les CCN. Approfondir la question ne serait pas inintéressant.

Pour les syndicalistes révolutionnaires écrivant dans *La RP*, la loi a été l'occasion de mettre en pratique la devise de la première Internationale sur l'émancipation

des travailleurs par eux-mêmes. Sans aucune illusion sur les limites de la loi. Mais justement, ils ont espéré que par là, la question de l'unité syndicale pouvait progresser, par un travail à la base entre les équipes militantes des deux confédérations ennemies. Ils ont lancé le mot d'ordre de « *caisses primaires uniques* », à gestion ouvrière unique il s'entend. Les articles font aussi l'amer constat du peu d'intérêt porté à la question des Assurances sociales chez les syndicalistes. Ils ne rejettent pas la cotisation ouvrière, mais ils pointent avec justesse les dangers de l'étatisation de cette grande machine que vont devenir les Assurances sociales. Pour ce courant syndical, il ne fallait pas s'isoler de la classe ouvrière, ce à quoi tend la position de la CGTU, et laisser donc seul le réformisme de la CGT « travailler » cette classe. Ce courant a eu ici l'occasion de réfléchir sur le mécanisme des Assurances sociales, et de construire des revendications sur la gestion par les ouvriers eux-mêmes, sur la santé publique et la médecine.

Les extraits s'arrêtent à 1934. Car en réalité, ni le courant irrésistible d'unité syndicale, ni la grève générale de 1936, n'ont permis de « changer de braquet » au niveau des Assurances sociales. Il n'y a pas eu de tentative d'aller plus loin, de franchir un pas allant dans le sens de la législation de la Sécurité sociale. Notamment de mettre fin à l'émiettement des caisses.

Les textes reproduits dans la présente brochure commencent en 1918, pour montrer qu'avant même la scission de fin 1921, le syndicalisme a posé les principes de classe sur le sujet. Principes qui sont aujourd'hui encore d'une grande actualité et qui méritent d'être connus. Le texte fondateur à cet égard est le rapport de 1919 sur l'unification des retraites, pour un régime unique et commun à tous les travailleurs salariés. « *L'organisation ouvrière de ce pays ne s'est jamais bornée à grouper des travailleurs pour des actions particulières. Toujours elle a cherché à assigner au mouvement des revendications générales et communes à tous, puisque c'est par là que la solidarité prolétarienne s'affirme de la façon la plus concrète et que peut le mieux se réaliser une union de plus en plus étroite de nos groupements.* » À méditer après la lutte de l'hiver dernier ...

M.T.



♦
André Métayer - Vingt-cinq années aux côtés du peuple kurde. Histoire des Amitiés kurdes de Bretagne (1994-2019). Amitiés kurdes de Bretagne³, 2020.

Pourquoi s'intéresser aux Kurdes ? Pour le présent, ce ne sont pas les Kurdes par eux-mêmes qui intéressent, mais

³ AKB, 30, square de Lettonie, 35200 Rennes, T. 06 75 63 71 23 (<http://www.akb.bzh/>).

leur révolution au Rojava. Ainsi depuis sept ou huit ans, la cause kurde suscite de la curiosité en France. Encore ne faut-il pas exagérer, cet intérêt n'est souvent que compassionnel, quand il ne s'égaré pas dans une exaltation qui risque fort d'être refroidie par la réalité. Il en est dont l'engagement est plus ancien et dont la durée garantit la solidité. En des temps où nul ne connaissait le Rojava, où le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) était suspecté de stalinisme, bien avant son abandon du marxisme-léninisme et du nationalisme dans les années 2000. Des temps, où Abdullah Öcalan, son leader, était encore libre, avant d'être kidnappé par les services secrets américains et turcs en 1999, puis emprisonné à vie dans une île de la Mer de Marmara. C'était en 1994. Un petit groupe venu de Bretagne visite le Kurdistan de Turquie. Parmi eux, André Métayer. Ce qui n'aurait pu être que du tourisme militant va se muer en un engagement sous le coup de l'émotion. Voir de leurs yeux un village détruit par l'armée turque comme le furent quelque 4 000 autres dans ces années de plomb, voir un peuple entier terrorisé dans ses villes et ses campagnes par la violence militaire et policière, bouleversa ces voyageurs qui prirent la résolution de se solidariser avec ces Kurdes qui paraissaient d'éternels vaincus alors qu'ils étaient d'éternels résistants.

De retour en Bretagne, André Métayer et ses camarades fondèrent l'association qui deviendra les Amitiés kurdes de Bretagne (AKB) en 2003. Il en sera le président jusqu'au passage de témoin à Tony Rublon en 2018. C'est l'histoire de cette association qu'il nous raconte dans *Vingt-cinq années aux côtés du peuple kurde*. Une association plus active que jamais, parce qu'en Turquie la répression d'Erdoğan est féroce et remplit les prisons de Kurdes et de Turcs qui ne se plient pas à sa volonté. Plus active que jamais, parce que la révolution du Nord de la Syrie est en péril, abandonnée par les Russes en janvier 2018, trahie par les Occidentaux en octobre 2019, les uns et les autres, malgré leur repentance, restant prêts à ouvrir la frontière à l'invasion turque, si tel est leur intérêt. Plus active que jamais, parce que la situation n'est guère meilleure au Kurdistan d'Iran où les mollahs n'ont pas ralenti la répression, ni en Irak où le gouvernement régional kurde se débat dans d'éternels problèmes que le clan Barzani, rivé au pouvoir, peine à maîtriser. Aussi, sans faillir, André Métayer et les AKB vont-ils continuer de dénoncer la répression, alerter l'opinion publique, soutenir les Kurdes de là-bas et d'ici.

Par la relation d'événements souvent tragiques, l'évocation d'actes de solidarité, la rédaction de nombreux portraits de personnalités connues ou de militants de l'ombre, c'est l'histoire contemporaine du Kurdistan et de la Turquie qui transparaît dans le livre. Une histoire d'hommes et de femmes indomptables : de militants syndicaux, associatifs ou politiques, de dépu-

32 États cosignent une déclaration contre le droit à l'avortement

La « déclaration commune pour la santé de la femme et le renforcement de la famille », qui sera présentée à l'Assemblée mondiale de la Santé, est une véritable déclaration de guerre contre les femmes, contre leurs droits, contre le droit à l'avortement. Si le texte parle, par exemple, de « *mêmes chances d'accéder à un emploi que les hommes* », il affiche très clairement la volonté de retreindre le droit à l'avortement, sous prétexte de « *bien-être de la femme* » et de « *préservation de la vie humaine* » ; l'ensemble vante « *les familles traditionnelles* », c'est-à-dire les couples hétérosexuels et prétend « *protéger les vies innocentes* ».

Cette déclaration symbolique montre l'offensive réactionnaire, antiféministe, patriarcale, coordonnée sur le plan international. Elle se situe dans une période où le droit à l'avortement est combattu par plusieurs gouvernements, qui appuient les forces les plus rétrogrades. Les milieux religieux de plusieurs bords y jouent un rôle non négligeable.

Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes dénoncent cette déclaration réactionnaire, mais aussi les entraves au droit de chaque femme à disposer librement de son corps, qui existent bien au-delà de ces 32 pays. Le droit des femmes à disposer de leur corps est un droit fondamental. C'est un élément structurant dans la construction de l'égalité entre les femmes et les hommes. L'avortement est un problème de santé publique ; il l'est encore plus dans les pays pauvres. Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes revendiquent le droit à un avortement libre, sûr, public et gratuit pour toutes les femmes, y compris les mineures. Partout dans le monde, nous soutenons les luttes féministes.

**Réseau Syndical International
de Solidarité et de Luttes**

(<http://www.laboursolidarity.org>, 24/10/2020)

A.G. 2021

Il ne nous est pas possible pendant le (re)confinement de programmer une Assemblée générale des Amis de *La RP*. Si vous souhaitez y participer, faites-le simplement savoir par mail à redactionrp@gmail.com.

tés ou maires, de fonctionnaires, d'avocats, de journalistes, d'intellectuels et d'artistes, tout simplement de démocrates prêts à perdre leur liberté, parfois leur vie, pour l'honneur de leur pays. André Métayer humanise une Turquie que l'on ne voit plus que par ses chars, ses avions de combat, ses drones, ses navires de guerre, sa soldatesque épaulée de soudards, d'islamistes, de violeurs et d'assassins. Une Turquie dont on n'entend plus que les éructations de son proto-dictateur qui rêve de reconstruire l'Empire colonial ottoman et pour cela n'hésite pas à violer le droit international, occuper ses voisins, mettre en danger la paix au Moyen-Orient et en Méditerranée.

André Métayer ne cesse de nous le faire comprendre, les Kurdes ne sont pas les ennemis des Turcs. Ils sont les ennemis du fascisme et de l'obscurantisme. Ils ne sont pas des séparatistes. Ils veulent que chaque peuple de Turquie, du Moyen-Orient et d'ailleurs puisse s'organiser librement, en bonne entente avec ses voisins, dans une fédération libertaire, ce qu'ils appellent le confédéralisme démocratique.

Pierre BANCE

Auteur d'*Un autre futur pour le Kurdistan. Municipalisme libertaire et confédéralisme démocratique*, Éditions Noir et Rouge, 400 pages, janvier 2017, et de *La Fascinante Démocratie du Rojava. Le Contrat social de la Fédération de la Syrie du Nord*, même éditeur, 600 pages, octobre 2020.



Jaggernaut N°2 (été 2020)

Dans le courant dit de la « *critique de la valeur* »⁴ nous étions d'abord surtout intéressés à Moïshe Postone⁵. Nous avons aussi déjà parlé de Robert Kurz⁶, décédé en 2012. La revue théorique francophone de celles et ceux qui se réclament de ce dernier est un gros

livre tout à fait intéressant, par ailleurs à un prix très raisonnable. Si l'on met de côté, et ce n'est pas rien, notre divergence irréductible sur la classe ouvrière et la nécessité de ce que nous appelons la « *double besogne* », on trouve dès l'éditorial un tas de choses familières et trop peu partagées. Un long article final critique l'anticapitalisme tronqué de Frédéric Lordon, économiste à la mode depuis *Nuits debout*. Il y apparaît « *comme un symptôme du temps présent, qui tend à brouiller les frontières entre réforme et révolution, aménagement et radicalité, souveraineté et liberté.* ».

S.J.



4 Il y a une riche documentation sur le site <http://www.palim-psao.fr>.

5 Voir notamment un morceau choisi dans *La RP* N°792 et *Le sionisme, l'antisémitisme et la gauche* dans *La RP* N°805

6 Morceaux choisis dans *La RP* N°802 et 809, premières pages d'une préface d'Anselm Jappe dans *La RP* N°809

Prolétaires juifs du XIX^e siècle

Sur **Leonty Soloweitschik**, *Un prolétariat méconnu. Étude sur la situation sociale et économique des ouvriers juifs* (1898), éd. N. Drouin et M. Dreyfus, prés. M. Dreyfus, Nancy, éditions Arbre bleu, 2019, 204 p.

« *La famine ne s'atténuait pas ; on gelait dans le froid humide, on manquait de tout. [...] Le pain était plus mauvais que jamais, il puait la pourriture et avait un goût de sciure de bois. « Ça n'en finit pas de finir », répétait chacun en guise de plaisanterie, mais avec une expression désespérée et mauvaise.* »

Manès Sperber, *Le Pont inachevé*, Calmann-Lévy, 1977, p. 10

« *Mais y-a-t-il donc des ouvriers juifs ? J'ai cru jusqu'ici que tous les Juifs étaient des banquiers.* » C'est ce que répond à l'étudiant Soloweitschik son professeur de Genève, quand il lui fait part de son projet de thèse. Ce préjugé est largement partagé en Europe occidentale et le travail paraît au moment où l'affaire Dreyfus ébranle notre pays, une partie de l'Europe avec lui. Une excellente préface de Michel Dreyfus explique le contexte du livre en France, pays qui fut le premier à reconnaître aux Juifs, en 1791, leurs droits à l'émancipation, où cependant « *leur extension sociale rapide [put] paraître tant à l'opinion qu'aux concurrents, un fait extraordinaire et monstrueux* », comme en Allemagne, en Autriche-Hongrie, en Russie, tous pays dont la presse accorda beaucoup d'intérêt à la thèse de Soloweitschik.

M. Dreyfus évoque l'antisémitisme racial qui se développe à partir de 1880 et le succès, international, de *La France juive* de Drumont (1886), favorisé par la crise économique mais aussi par la frustration du parti catholique et monarchiste de se voir dépossédé peu à peu du pouvoir, un scientisme répandant dans les élites, y compris républicaines et socialistes, la conviction d'une hiérarchie des races et des cultures. Il faut mettre à part la Russie, puisque les pogroms y constituent, à partir de 1881, ce que Poliakov appelle « *un moyen de gouvernement* ».

Soloweitschik n'est pas le premier à s'intéresser au prolétariat juif ; Bernard Lazare, en particulier a étudié de façon approfondie les idées fausses diffusées par les antisémites dans *L'Antisémitisme, son histoire et ses causes* (1894). Les 120 références de sa thèse montrent que le sujet avait commencé à susciter l'intérêt de journalistes et de chercheurs. Cependant, même s'il reste dépendant de ses sources, qui ne sont pas aussi précises et abondantes pour tous les pays, il fait œuvre de pionnier dans la mesure où il met l'accent sur la situation des ouvriers juifs dans les sociétés d'une quinzaine de pays, dont les États-Unis, croise de nombreuses sources, suggère des pistes d'action,

évaluant l'efficacité des associations et syndicats juifs, dont l'organisation est influencée par deux facteurs : la culture du pays d'origine et le degré de répression auquel ont été soumis les émigrants, la culture du pays d'accueil, plus ou moins favorable aux revendications sociales.

M. Dreyfus explique aussi pourquoi l'auteur n'évoque pas la France, moins concernée par l'émigration de masse des années 1860-1925 que les États-Unis, la Grande-Bretagne ou l'Argentine. Il remarque que la démarche de Soloweitschik n'est pas militante, dans le sens où il n'idéalise pas en général le prolétariat qu'il décrit, montre ses divisions profondes ; la surexploitation de la main-d'œuvre est aussi facilitée par tout un système où les nouveaux arrivés se plient à la dure loi de leurs prédécesseurs : ces derniers, qui ont commencé à monter dans la hiérarchie, distribuent et rémunèrent les tâches, s'imposent en intermédiaires entre les travailleurs et le monde des autres, qui achètent. La préface se termine par une étude sur la réception du livre en France et à l'étranger, qui témoigne du large écho rencontré par Soloweitschik.

À l'écart de la grande industrie

Un premier chapitre sur « le travail des juifs à travers les siècles » rappelle l'importance de l'agriculture et de l'artisanat parmi eux jusqu'au XIII^e siècle, à la fin des croisades et au concile de Latran.

Lorsque Soloweitschik rédige son texte, les Pays-Bas constituent dans le monde un cas exceptionnel de réussite de l'intégration d'une communauté importante, d'abord regroupée à Amsterdam, « *cette nouvelle grande Jérusalem* ». L'auteur précise les différentes spécialités et rémunérations des ouvriers juifs dans l'industrie diamantaire, relancée par la découverte du diamant en Afrique du Sud après 1870.

L'histoire des juifs est bien différente en Angleterre, où elle fut d'abord marquée par des persécutions, avant leur émancipation complète de 1860. Soloweitschik décrit un East End de Londres, où la population juive vit en vase clos, isolée par son ignorance de l'anglais et soumise au « *Sweating* » (journées sans fin, travail dans des locaux malsains, logements insalubres et surpeuplés, hyperspécialisation maintenue qui rend l'ouvrier incapable de changer de poste). Il est la règle dans les industries du vêtement, de la chaussure, des casquettes, des cigares, du mobilier.

Il n'est pas question dans cette thèse de la grande industrie mais d'activités semi-industrielles semi-artisanales, où la fabrication en série demande encore une main-d'œuvre nombreuse, précaire, à laquelle on donne du travail au jour le jour. Certains articles sont aussi affectés

d'une forte saisonnalité, qui provoque des périodes de chômage. Les petits patrons, juifs eux-mêmes, sont bien sûr détestés, mais, remarque Soloweitschik, « *les exploités en chef, ce sont les grands magasins d'Oxford Street et de Regent Street qui exposent à leurs vitrines un pantalon à 6 shillings et une paire de chaussures à trois shillings six pence, pour attirer le public* ». Comme en France à la même époque, les inspecteurs des fabriques sont aussi détestés par les ouvriers, qui craignent de perdre leurs salaires, et tout le monde disparaît dès leur entrée ou affirme s'être trouvé dans les lieux pour une simple visite¹. Quelques motifs d'espoir : l'action du *Jewish Board of Guardians*, par exemple, qui rémunère l'apprentissage de jeunes ouvriers pour leur donner une qualification recherchée, l'intégration offerte par l'école britannique quand les parents arrivent à y envoyer leurs enfants régulièrement.

Aux États-Unis, principal pays d'accueil des juifs de l'Est, après des traversées de l'océan très pénibles et un accueil brutal – que l'on pense à *L'Émigrant* (1917) de Chaplin –, le travail forcé existe aussi parmi les immigrés. Et l'atmosphère de Forsyth Street, Cherry Street, Hester Street à New York² n'est pas différente de celle de l'East End de Londres. Mais, alors que les ouvriers juifs y sont d'abord apparus comme des briseurs de grèves (contre celle des débardeurs en 1882, entre autres), ils se sont vite organisés en syndicats puissants, comparables en efficacité et rayonnement aux *Trade Unions* britanniques, les *United Hebrew Trades* ; plus de dix journaux se publient en yiddish à New York (comme à Chicago, Philadelphie, Boston) : « *Le sentiment de la liberté est beaucoup plus développé chez les ouvriers des États-Unis que chez ceux d'Angleterre. Ils se sont vite adaptés aux conditions sociales des ouvriers indigènes et il est sûr que dans quelques années ils donneront l'exemple d'une union intime et indissoluble.* »

Partir

En Roumanie et Russie, où le massacre de Kischinev en 1903 (qui s'inscrit dans une longue série) est bien connu de l'opinion européenne, évoqué entre autres dans les *Cahiers de la quinzaine* de Péguy, où la répression qui suit la révolution de 1905 provoque une nouvelle vague d'émigration, la situation est tragique, sans espoir surtout.

Contrairement à ses engagements au Congrès de Berlin en 1878, la Roumanie se refuse à considérer ses juifs comme des nationaux. Ce sont des étrangers, exclus de tous les emplois et de toutes les institutions d'enseignement. En Russie, Soloweitschik détaille, après un exposé général, la situation des ouvriers juifs dans les principales villes. La Pologne fait alors partie de la Russie et à Lodz, « *le Manchester de la Russie* », la situation des juifs pauvres,

¹ Voir Léon et Maurice Bonneff, *Les Métiers qui tuent. Enquête auprès des syndicats ouvriers sur les maladies professionnelles*, Plein Chant, 2019 (1905).

² La rue a donné son nom à un beau film de Joan Micklin Silver, *Hester Street* (1975), qui traite du choc entre le vieux monde juif d'Europe de l'Est et la société américaine.

« *entassés dans un quartier, « Balout » où l'atmosphère est presque irrespirable* », se résume à une détresse immense. Soloweitschik appelle de ses vœux une œuvre qui la décrirait pour l'opinion mondiale, tout en craignant que les meilleurs écrivains n'arrivent pas à « *dépeindre l'état réel des choses.* » En 1936, le grand Israël Joshua Singer évoquera dans une fresque étonnante Lodz à la veille de la guerre de 14, sans épargner d'ailleurs ses coreligionnaires, sans taire la lutte des classes qui touchait aussi cette communauté. Dans *Les Frères Ashkenazi* (Le Livre de Poche), il nous fait passer des milieux les plus misérables aux milieux les plus bourgeois, qui ne sont pas à l'abri de l'antisémitisme et découvrent que le passage à la Pologne après la guerre ne va pas améliorer leur situation.

Enfin, Soloweitschik dénonce la politique russe consistant à parquer les juifs dans « *des contrées déjà encombrées par la population juive* », sans droit de circuler librement. « *Forcés de s'étouffer réciproquement* », artisans, ouvriers agricoles, qui constituent la majeure partie des juifs russes, cherchent du travail, « *n'importe lequel et à n'importe quel prix, mais c'est en vain : il n'y a pas de commandes.* »

Les débuts de l'émigration vers la Palestine

En dehors de l'Autriche-Hongrie, de l'Allemagne, de la Belgique, « *pays historiques des Juifs* » pour lesquels l'auteur dispose de peu de données, il évoque brièvement la présence d'ouvriers juifs en Turquie, aux Indes, en Algérie, au Transvaal, au Mexique (où sont signalées beaucoup de colonies agricoles), en Australie. Il fait allusion au premier Congrès sioniste organisé par Theodore Herzl à Bâle en 1897 et consacre quelques pages à l'histoire des colonies juives en Palestine, « *très liée à l'Alliance israélite universelle fondée sous le Second Empire à Paris, et ayant pour but principal de « préparer ou d'effectuer l'émancipation des Israélites d'orient* » ». Une grande émigration vers la Palestine commence après 1880, venant de Russie, de Roumanie, marquée par la difficile conversion d'artisans villageois à la vie des champs. Soloweitschik recense 5 000 colons environ et livre une statistique professionnelle des 820 artisans juifs de Jérusalem, chiffre sans doute sous-estimé.

En 1899, Charles Gide, dans un compte rendu de cette thèse bruxelloise, « *écrite avec beaucoup plus de conscience et plus bourrées de faits que beaucoup de gros livres* », estime qu'« *un semblable travail demanderait à être résumé sous la forme d'une brochure et à être distribué à des millions d'exemplaires* ». Je ne peux m'empêcher ici de penser à notre contemporain, Gerald Bronner, l'auteur de *La démocratie des imbéciles*, pour qui la discussion avec les tenants du complotisme est sans espoir : c'est un travail à temps complet, dont le seul effet est de les renforcer dans leur conviction...

Jean-Kely PAULHAN

◇◇◇

Deux associations pour la promotion d'une culture prolétarienne

« La parole du peuple bouscule les règles et un cordon sanitaire est mis en place. Hostilité des experts, relative indifférence des gens du peuple, les écrivains doivent également affronter les partis politiques de la gauche institutionnelle. Au XXI^e siècle, le recul du mouvement ouvrier organisé favorise la relégation de la littérature prolétarienne, comme l'indifférence dans des milieux militants estampés révolutionnaires, la crainte sans doute de découvrir une réalité ouvrière en décalage avec la mythologie cultivée par les textes sacrés. »

Le Cercle culturel de littérature ouvrière, paysanne et sociale publie une feuille d'informations, *Fragments*, ainsi qu'une revue. Au sommaire du n° 1 (15 octobre 2020), un hommage à Michel Ragon et un entretien avec Edmond Thomas, l'animatrice de Plein Chant...

• CCLOPS, 79 rue du docteur Roux, 95130 Franconville La Garenne

L'Association pour la promotion de la littérature ouvrière, fondée par René, Nathalie et Paul Berteloot, met en ligne un Répertoire International des Écrivains Ouvriers, avec leurs biographies, leurs bibliographies et des pages choisies de leurs écrits, ainsi que des œuvres d'écrivains ou des ouvrages traitant de littérature ouvrière.

• www.litteratureouvriere.fr

APLO, 14 bis rue des Noyers, 69005 Lyon

Clément Moreau

Moins connu en France que Frans Masereel, le graveur militant Clément Moreau (de son vrai nom Carl Meffert, 1903-1988) a d'abord été un artiste antifasciste (*Nuit sur l'Allemagne*, entre autres), puis un illustrateur d'œuvres littéraires dont il se sentait proche par ses convictions humanistes (I. Silone, *Le Voyage à Paris*, B. Travençolo, *Le Pont dans la jungle*, par exemple), enfin un défenseur des Indiens d'Argentine. Les éditions Plein Chant lui rendent un magnifique hommage. Les

libraires le diffusent mal mais la vente directe fonctionne bien !

• *Le livre de 300 gravures, Allemagne – Suisse – Argentine, 1925-1983*, Plein Chant, 2020, 320 pages.

(Plein Chant, 35 route de Condé à Bassac (Charente), pleinchant@wanadoo.fr)

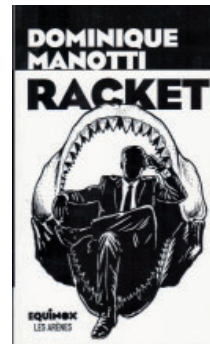
J.-K.P.



Nieder mit dem Mord-Einmann-System I
210 Der zehnte Mann, 1932

Morceaux choisis

Vous allez vite prendre la mesure du peuple des ministères. La France, l'Europe ont beaucoup changé depuis trente ou quarante ans. Pour dire les choses très vite, ces gens-là n'ont plus ni réels pouvoirs ni compétences. Pour tout arranger, à Bercy, vous avez sept ministres pour un seul ministère, qui sont en concurrence permanente entre eux, donc tous impuissants. Sans parler du dernier scandale, le ministre du Budget, un des sept de Bercy, qui planque son fric personnel en Suisse et à Singapour. La majorité des hauts fonctionnaires a bien compris son impuissance et en prend son parti. Elle conçoit son passage par la haute fonction publique comme un moyen de se créer des relations utiles pour la suite. Elle sauve les apparences en pratiquant la servitude volontaire face aux vrais puissants du moment, les multinationales et les Américains, dans peu de temps ce sera peut-être la Chine, et elle



enveloppe la chose dans des bribes de discours plus ou moins théoriques. Tout en gardant un œil attentif sur la gestion des carrières, les possibilités de reconversion dans les multinationales et les profits personnels qu'on peut en retirer. Dans leur jeu, vous comme moi n'avons pas d'existence, pas de place.

Dominique Manotti, *Racket*, Les Arènes, 2018.

Lancement par une *start-up* du développement durable ; appel à s'en remettre aux mains des scientifiques, seuls capables de dire la vérité aux gouvernants ; défiance envers les adultes au profit de l'expertise, laquelle, rappelons-le, « n'est pas seulement étatiste par destination, parce qu'il n'y a qu'un Etat renforcé qui puisse appliquer ses solutions », mais l'est « structurellement » par ses « moyens, ses catégories intellectuelles, ses « critères de pertinence » ». Le spectacle a condensé en Greta Thunberg la triple alliance de la science moderne (coupée de la vie ordinaire et à laquelle échappent par essence les questions fondamentales de l'existence, celles qui concernent la totalité), du capital et de la bureaucratie. Cette structure tripartite est au fondement des maux de la civilisation industrielle. C'est elle qui, sous sa forme militarisée, fut à l'œuvre de 1941 à 1944 dans les laboratoires et les villes nouvelles du projet Manhattan, ayant pour finalité, non seulement la fabrication d'une arme atomique la plus destructrice possible, mais encore le basculement vers une guerre généralisée contre le vivant, portée par l'imaginaire de la toute-puissance scientifique. On notera au passage que la mention de l'apocalypse nucléaire et le lien avec la catastrophe climatique sont, en général, peu présents chez les effondristes, quand certains n'en viennent pas – comme c'est parfois le cas dans les discours de Thunberg – à défendre le nucléaire comme une solution possible pour une économie décarbonée.

Renaud Garcia, *La Collapsologie ou l'écologie mutilée*, L'échappée, 2020.

La démocratie américaine ? Toujours là, mais...

Quelques jours avant l'élection, j'ai participé à un atelier virtuel dirigé par un professeur de Harvard qui nous a expliqué comment résister à un coup d'État, tant on redoutait qu'en cas de défaite, le président sortant ne quitte pas la Maison Blanche. Près d'une semaine plus tard, toutes les grandes agences de presse ont enfin annoncé la victoire de Joe Biden et ce jour-là, ma femme et moi avions prévu de nous joindre à une manifestation organisée dans notre ville et dans des centaines d'autres par des organisations de base (Swing Left, Indivisible, Women's March...) sur le thème : PROTECT THE VOTE ! Car Trump avait dit et redit exactement ce que tout autocrate dirait pour garder ou accaparer le pouvoir : « *Un vote pour moi est un vote légal, un vote contre est un vote illégal, il faut arrêter de compter les voix dans les États où je risque de perdre.* » Et de lancer des centaines de procédures judiciaires, toujours en cours au moment où j'écris, pour contester les résultats. Dépourvues de l'ombre d'une preuve et trop tardives pour avoir un effet réel, ces démarches semblent ridicules et les premières poursuites ont été rapidement rejetées par les tribunaux. Dans tout autre pays, on qualifierait de coup d'État le refus d'un chef d'État d'accepter le résultat d'une élection. La nôtre s'est déroulée étonnamment bien dans l'ensemble : pas d'intimidation ou de violence dans les bureaux de vote comme on pouvait le craindre. (Pas si bien que ça quand même, si on rappelle que dans les quartiers noirs, les queues se sont allongées des heures devant les bureaux de vote).

Il s'agit donc, en toute probabilité, d'un coup d'État manqué. Masha Gessen (v. *RP* 810) a peut-être vu juste lorsqu'elle avait dit, en plaisantant à moitié, qu'il faut beaucoup d'organisation pour monter un coup d'État et que Trump est trop paresseux pour ça : « *Poutine, lui, est un homme qui travaille quatorze heures par jour, focalisé sur une seule chose : le pouvoir. Trump regarde la télé six heures par jour.* »

Mais voilà, il n'y a pas eu de manif : le 7 novembre, dès l'annonce des résultats, cette manif s'est transformée en fête spontanée. Dans Main Street, au centre de notre petite ville, concert de klaxons, drapeaux (plutôt arc-en-ciel, Northampton comptant une forte et très militante population LGBT), pancartes Biden/Harris fabriquées à la va-vite, quelques-unes affichant leur rage contre Trump : LOCK HIM UP ! (Bouclez-le), par exemple, parodiant le slogan des Trumpistes en 2016 contre Hillary Clinton « Lock her up ! (Bouclez-la). Des centaines de personnes masquées criant,

dansant au rythme des congas, d'autres à un rythme à l'intérieur d'elles-mêmes, sautant de joie. Ces scènes de liesse populaire se sont produites dans les villes un peu partout dans le pays, souvent avec des centaines de milliers de participants.

Rappelons les chiffres, contestés seulement par Trump et ses fans : au moment où j'écris, 99 % des voix ont été comptées : Joe Biden en a recueilli cinq millions de plus que Donald Trump, deux millions de plus que dans l'écart de Hillary Clinton par rapport à Trump en 2016 dans le vote de tous les électeurs. Comme on le sait, Clinton avait perdu à cause du Collège électoral, où celui ou celle qui reçoit la majorité dans tel État récolte tous les Grands Électeurs de cet État, donc toutes ses « voix électorales », les seules qui comptent dans ce système relique de l'esclavagisme¹. Il faut 270 voix électorales pour être élu(e) président(e) et à l'heure qu'il est, Biden en a reçu 279 ou 290 (le dépouillement n'est pas terminé dans tous les États et on recompte les voix en Géorgie).

On pourrait dire que le peuple américain n'a jamais soutenu Trump. Malgré le fait que son adversaire ait récolté trois millions de voix de plus que lui en 2016, Trump a remporté de peu une victoire au Collège électoral. En raison surtout d'une campagne d'intox russe mal reconnue à l'époque et d'une enquête du FBI sur Clinton, candidate déjà mal aimée, trois jours avant l'élection, sur un prétendu scandale (l'affaire du courrier électronique) qui s'est avéré illusoire. Trump est le seul président américain à n'avoir jamais atteint 50 % d'approbation dans les sondages pendant tout son mandat, et le premier à avoir perdu deux fois le vote populaire. Pour répudier ce président, les Américains se sont présentés aux urnes en nombre record malgré la pandémie.

Les Démocrates ont remporté le plus grand nombre de voix dans sept des huit dernières élections présidentielles. La grande stratégie du Parti Républicain depuis quelques décennies, c'est de rendre l'inscription sur les listes électorales et le vote aussi difficiles que possible pour les Noirs et pour les classes défavorisées. Le Voting Rights Act de 1965, aboutissement de la lutte des Noirs pour les droits civiques, avait mis en place un contrôle fédéral sur les États du Sud pour veiller à ce que le droit de vote pour tous soit assuré, mais en 2013, la Cour Suprême avait décidé que ce contrôle n'était plus nécessaire. Les États du Sud et certains autres se sont alors mis très vite à inventer diverses façons de limiter l'accès aux urnes. Le Parti Républicain doit aussi cacher son véritable projet de société : rendre les riches encore

plus riches. Mais la Géorgie et l'Arizona, États du Sud et du Sud-Ouest respectivement, Républicains depuis longtemps et, au nord, le Michigan, la Pennsylvanie et le Wisconsin, qui avaient voté pour Trump en 2016, ont tous voté pour Biden/Harris. Biden est devenu le premier challenger à battre un président sortant en vingt-huit ans.

Et pourtant...

Ce même jour du 7 novembre, deux mille hommes à Phoenix, dans l'Arizona, la plupart sans masque mais munis d'armes automatiques, manifestaient leur déplaisir en affichant le slogan STOP THE STEAL! c'est-à-dire arrêtez de voler l'élection, cessez le dépouillement « illégal » des bulletins de vote restants. Scènes semblables à Philadelphie (en Pennsylvanie) et ailleurs. La base fanatique de Trump est toujours là... et toujours dangereuse.

Trump a reçu plus de 70 millions de voix, à peu près sept millions de voix de plus qu'en 2016. Ceci pour un président clairement incapable de gérer une pandémie et qui a avoué publiquement qu'il avait menti en niant le danger qu'elle pouvait représenter. Avec ses 4 % de la population du monde, les États-Unis comptent à ce jour 20 % des cas de Covid-19. Malgré cela, plus de 70 millions d'Américains ont voté pour lui. Il faut bien admettre que Trump bénéficie toujours d'un large soutien dans ce pays et il faut regarder de près cette évidence troublante.

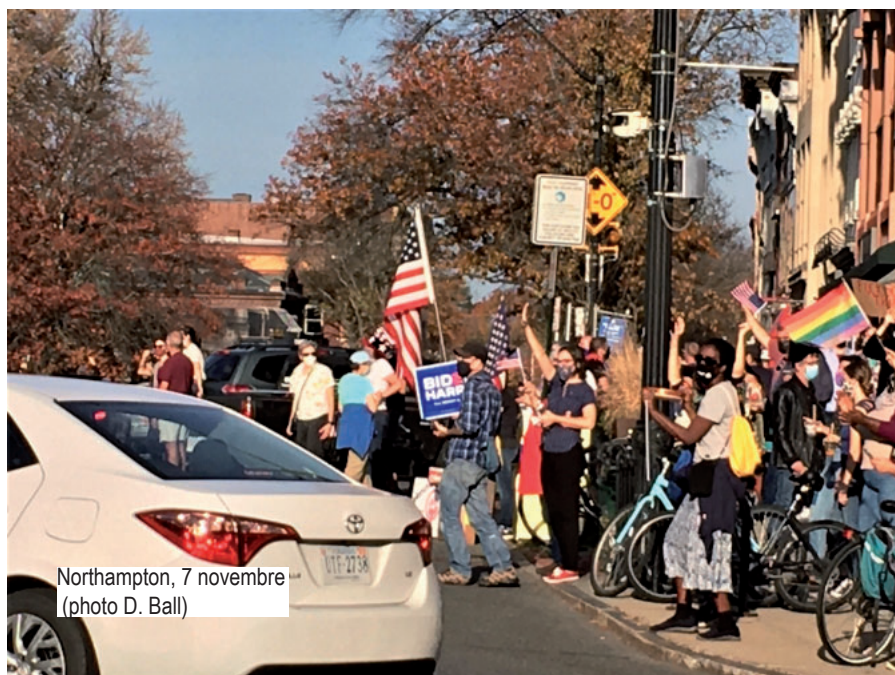
On a beaucoup disserté ici sur le déplacement des voix d'une partie des électeurs latinos vers Trump et le Parti Républicain, important en Floride, où les immigrants cubains et vénézuéliens sont nombreux. Les Latinos ont été bombardés de messages en espagnol sur le « socialisme » de Joe Biden, centriste s'il en fut. Le mot « socialisme » est un gros mot pour les Vénézuéliens qui l'assimilent à Maduro, ainsi que pour ceux qui ont fui la Cuba de Castro. La Floride, avec ses 29 voix électorales, est restée dans le camp Républicain. Il n'en reste pas moins qu'ailleurs, deux tiers des électeurs latinos ont voté pour Biden. Déplacement semblable, marginal mais réel, chez les Africains-Américains, les hommes, pas les femmes². Cette différence genrée existe également chez les Blancs. Certains politologues ont spéculé que le pouvoir masculin qui émane de la personnalité de Trump, son machisme, ne sont pas dépourvus d'attrait pour des hommes sans aucun pouvoir : ils peuvent se fantasmer à la place du chef.

De plus, il n'y a pas eu de « vague bleue » au Congrès, comme l'espéraient les Démocrates. Ils n'ont obtenu

qu'un seul siège détenu par un Républicain et en ont perdu jusqu'à sept dans les circonscriptions rurales et ouvrières où le président Trump est toujours populaire. Le Sénat restera probablement aux mains des Républicains, ce qui voudrait dire que toute tentative de réforme proposée par les Démocrates en matière de justice sociale, de changement climatique, et d'assurance santé risque d'être systématiquement bloquée. Les déshérités blancs des villes post-industrielles ou des coins ruraux du pays auront le même ressentiment à l'égard des supposées élites des deux côtes, les grands États de New York et de Californie votant massivement Démocrate. Ce ressentiment les a fait voter pour Trump en 2016 et, pour beaucoup d'entre eux, une deuxième fois en 2020. C'est surtout aux immigrants et aux Noirs qu'ils en veulent : selon eux, ils ont « resquillé dans la queue » et ils reçoivent plus d'aide du gouvernement qu'eux, certainement plus qu'ils ne méritent.

La puissance du racisme

Comme Nixon en 1968, Trump a fait campagne sur le slogan *Law and Order*, la loi et l'ordre, sous-entendu l'ordre blanc contre le désordre noir. De nombreuses vidéos diffusées à la télé et sur les réseaux sociaux par la campagne des Républicains montrent des scènes de violence et de pillage prises lors des protestations qui ont suivi le meurtre de George Floyd, bien que la plupart des centaines de ces manifestations, que de nombreux Blancs ont rejointes aussi, aient été pacifiques. Le choix était évident : *MOBS OR JOBS*, « des foules (noires) déchainées ou des emplois », Trump étant censé être le garant de ces derniers. Motus sur le refus des Républicains d'augmenter le salaire minimum et sur leurs autres attaques contre les classes laborieuses. En 2016, ce sont les électeurs blancs qui ont propulsé Trump à la présidence, avec 54 % des votes pour lui



et 39 % pour Hillary Clinton. Les premières données montrent que les habitudes de vote des Blancs n'ont pas beaucoup changé : 57 % ont voté pour la réélection du président tandis que 42 % ont voté pour Joe Biden. Cela fait des Blancs le seul groupe racial dont une majorité a voté pour Trump. Ses soutiens les plus fervents, l'un des piliers de sa base, sont des hommes sans diplôme universitaire, appartenant aux classes ouvrières et rurales blanches. Trump a encore récolté une majorité de voix parmi eux, mais avec une marge plus faible qu'en 2016. Il a perdu plus de terrain encore parmi les hommes blancs détenteurs d'un diplôme universitaire donc généralement plus riches ; cet autre pilier de sa base, encore plus important mais souvent oublié par les journalistes, s'est écroulé en partie. Quant aux femmes blanches, malgré la misogynie évidente de Trump (vous vous souvenez de la vidéo où il se vantait « d'attraper les femmes par la chatte »^{3?}), les Blanches ont voté pour lui à 55 pour cent. Parmi les femmes blanches sans formation universitaire, sans doute les plus vulnérables aux prédateurs masculins, Trump a obtenu 60 % de voix. Il est quand même évident qu'un vote pour Trump était, du moins en partie, motivé par la peur, sinon la haine, raciale.

Cette conclusion s'impose quand on écoute les Noirs. Van Jones⁴, par exemple, commentateur sur CNN, qui s'est effondré en larmes sur les ondes en réagissant au résultat des élections. Le discours décousu, entrecoupé de pleurs, de cet avocat en dit long sur le ressenti des gens de couleur sous le gouvernement Trump. Il parle ici non seulement au nom des Noirs, mais aussi au nom des immigrés latinos et d'autres minorités américaines : « C'est plus facile d'être parent ce matin, c'est plus facile d'être père. C'est plus facile pour beaucoup de gens. Si vous êtes musulman dans ce pays, vous n'avez pas à vous inquiéter si le président ne veut pas de vous ici. Vous n'avez pas à avoir peur que le président vous sépare de vos bébés, expulse les Dreamers⁵ sans raison. Vous vous réveillez et il y a ces tweets et vous ne savez tout simplement pas quoi faire. Vous allez faire vos courses au supermarché et les gens qui avaient peur de montrer leur racisme avant... » (Il s'arrête, s'essuie les yeux, et ne termine pas sa phrase.) « Et ça devient de plus en plus dur pour toi, et tu t'inquiètes pour tes enfants, et tu t'inquiètes pour ta sœur. Et c'est terriblement important pour nous – juste d'avoir un peu de paix et une chance de nous affirmer. Et le caractère du pays, ça compte, et être un homme bon ça compte. Vous savez, je veux juste que mes fils comprennent ça. »

Le cas de la Géorgie

J'ai dit plus haut que le Sénat restera *probablement* Républicain mais en Géorgie, que Biden a remportée de



Northampton, 7 novembre
(photo D. Ball)

peu, il reste à élire deux sénateurs qui pourraient donner aux Démocrates le même nombre de sièges que l'autre parti ; c'est la future vice-présidente, Kamala Harris, qui aurait alors le pouvoir de trancher. Donc, élection cruciale. Malgré la victoire assez surprenante de Biden ici, c'est un État du Sud, l'un des onze États membres de la Confédération esclavagiste dans la Guerre de Sécession et majoritairement Républicain depuis Nixon. L'histoire récente de la Géorgie est un cas d'étude sur la façon d'empêcher les gens de voter, mais aussi sur l'importance de la mobilisation politique.

À la tête de la mobilisation qui a permis à Biden d'obtenir son étroite victoire en Géorgie, il y a eu Stacey Abrams. Abrams, c'est la candidate qui n'a pas été élue gouverneure de la Géorgie en 2018, au terme de l'élection la plus serrée que cet état ait connue depuis 1966. Soutenue par Bernie Sanders et son organisation *Our Revolution*, mais aussi par le Parti Démocrate, elle avait récolté 55 000 voix de moins que son adversaire Brian Kemp, lequel, en tant que secrétaire d'État de Géorgie, supervisait les opérations. Or, avant même la tenue de l'élection, il avait supprimé 313 243 électeurs des listes électorales. Selon l'ACLU⁶, 198 351 d'entre eux n'avaient pas changé d'adresse et donc avaient été illégalement rayés des listes. Presque tous vivaient dans des villes ou des quartiers à prédominance noire – drôle de coïncidence ! Brian Kemp est blanc, Stacey Abrams est noire. Lorsqu'elle a reconnu sa défaite, elle a attaqué de façon cinglante la manière dont Kemp avait mené les élections de l'État et elle s'était élevée contre le processus de vote en Géorgie. « Soyons clairs, a-t-elle déclaré à l'issue du scrutin, il n'est pas question de concéder quoi que ce soit car ce serait reconnaître que les choses se sont passées de façons juste, vraie, ou appropriée. En tant que femme de conscience et de foi, je ne peux pas admettre cela. » Avocate brillante, à l'âge de 29 ans Abrams avait été nommée procureure adjointe de la ville d'Atlanta (5 850 000 habitants). Députée à la Chambre de l'État

de Géorgie de 2007 à 2017, elle a été chef de la minorité démocrate de 2011 à 2017. Après avoir perdu les élections de 2018 de cette manière injuste, au lieu de bouder dans son coin ou de se déchaîner publiquement, elle a fondé *Fair Fight Action* (« Lutte Équitable – Action »). Son site Web, <https://fairfight.com>, est un modèle d'action civique. D'abord la déclaration générale :

Nous exigeons des élections équitables en Géorgie et dans tout le pays. La répression des électeurs de couleur et des jeunes électeurs est un fléau auquel notre pays est confronté dans tous les États de la nation. Les élections de 2018 en Géorgie ont mis en lumière des élections marquées par une mauvaise gestion, avec des files d'attente incroyablement longues et bien d'autres choses encore qui révèlent des actions récentes de l'État pour restreindre le droit de vote mais aussi des atteintes à ce droit qui durent depuis des décennies. Les Géorgiens et les Américains ripostent. Fair Fight Action s'engage dans des activités de mobilisation et d'éducation des électeurs.

Les grandes lignes de ses programmes d'information et d'action sont exposées dans les pages Web qui suivent : « Inscrivez-vous pour voter, trouvez l'adresse de votre lieu de vote, renseignez-vous sur vos droits (...) Vous avez le droit de vote. Si quelqu'un essaie de vous empêcher de voter, appelez la ligne d'assistance téléphonique pour la protection des élections au 1-866-687-8683. Nous avons également rédigé un guide pratique qui décrit vos droits. » Etc... Cela se traduit sur le terrain par des actions extrêmement concrètes. On met des obstacles au vote devant vous ? Bien ! nous allons vous montrer comment les surmonter. Il vous faut un permis de conduire et vous n'en avez pas ?⁷ On vous montrera comment vous procurer une autre pièce d'identité valide. Vous avez laissé expirer votre permis parce que vous n'avez plus de voiture ? On va vous aider à le renouveler. Votre bureau de vote se trouve à 20 km de chez vous et vous n'avez pas de moyen de transport ? On va vous y conduire.

Les jeunes aussi ont apporté leurs idées : il n'y pas assez de bureaux de vote dans votre quartier, ce qui fait que les files d'attente sont très, très longues ? On va transformer cette attente en fête. Et de mettre la musique, hip-hop ou autre, très fort au milieu de la rue. Certains ont dansé. (La même « *radical joy* » a réussi à calmer les voyous de Trump à Philadelphie lors du dépouillement du scrutin.)

Résultat : très forte participation des Noirs, qui représentent presque un tiers de la population de l'État. Biden a eu quelque 14 000 voix de plus que Trump.

Mais Donald Trump continue de dénoncer cette élection « *frauduleuse* » et refuse le transfert paisible du pouvoir. La quasi-totalité des élus Républicains ne

manifeste aucune opposition à ce refus. Même s'il est finalement expulsé de la Maison Blanche manu militari et hurlant de rage, une petite moitié du pays pourrait très bien ne pas voir en Joe Biden un président légitime et douter de l'intégrité de nos élections.

C'est le plus grand mal que Trump aura infligé à la démocratie américaine.

Dernières nouvelles, mi-novembre :

Trump a démis le ministre de la Défense, qui avait refusé d'envoyer des troupes fédérales dans les villes pour réprimer les protestations après l'assassinat de George Floyd. Il a également renvoyé trois hauts fonctionnaires du Pentagone et les a remplacés par des fidèles. Prépare-t-il un coup d'État ? Il était rassurant d'entendre le chef de l'état-major des forces armées rappeler avec passion, publiquement : « *Nous ne prêtons pas serment à un roi ou à un dictateur ! Nous prêtons serment à la Constitution !* »

David BALL

1 Lorsque les représentants des treize colonies nouvellement indépendantes se sont réunis pour rédiger une Constitution en 1787, le délégué de la Caroline du Nord a déclaré que si le document mettait en place l'élection populaire directe du président, il ne serait pas ratifié. La Virginie, par exemple (d'où viennent Washington et Jefferson), n'aurait pas son poids habituel car « ses esclaves n'auront pas le droit de vote ». Résultat : l'infâme règle des 3/5, où un esclave était compté comme 3/5 d'un homme, et élection indirecte du président : le Collège électoral. Après la guerre de Sécession, l'esclavage a été aboli par le 13^e amendement à la Constitution (1865), mais aucun amendement n'a jamais aboli le Collège électoral.

2 Huit hommes noirs sur dix ont voté pour Biden, un pourcentage un peu moindre que les mêmes pour Hillary Clinton, alors que neuf femmes noires sur dix ont voté pour Biden.

3 <http://www.slate.fr/story/125196/trump-video-propos-sexistes>

4 Avocat, activiste, auteur de trois best-sellers, M. Jones a été conseiller spécial du président Barack Obama pour les emplois verts en 2009 et chercheur invité à Princeton University.

5 Les jeunes protégé(e)s sous Obama par le *Dream Act*, qui prévoit d'accorder une carte de résident permanent (sous conditions) à tous ceux qui sont entrés illégalement aux États-Unis avec leurs parents quand ils étaient mineurs. Cela éviterait de renvoyer dans un pays des gens qui n'y ont jamais vécu. Le gouvernement Trump essaye d'éliminer le *Dream Act*.

6 Rappel : American Civil Liberties Union, organisation d'avocats qui défendent nos droits.

7 Il n'y a pas de carte nationale d'identité aux États-Unis ; le permis de conduire sert couramment de pièce d'identité, mais ce n'est que récemment qu'on exige une pièce d'identité officielle pour voter dans certains États, surtout dans le Sud.

Souscription permanente

La RP ne cesse de défendre ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre. Il nous paraît important que nous puissions encore faire entendre leur voix, librement, dans nos colonnes... C'est grâce à vous toutes et vous tous que *La RP* peut continuer à vivre en toute indépendance. Sans l'encaissement des abonnements et sans la souscription permanente, ce ne serait pas possible. Merci de votre fidélité et de votre soutien actif.

Sur notre blog

<https://revolutionproletarienne.wordpress.com/>

Frotter frotter ! Il faut payer !

Bobbyodet chante pour soutenir les grévistes
de l'hôtel Ibis des Batignolles.
(clip youtube)



*Nos amis des éditions
Spartacus publient:*

Guérilleros, France 1944. Une contre-enquête

par Henri Melich
et Christophe Castellano



Dans les rassemblements en hommage à Samuel Paty

Nouvel abonnement – **Réabonnement (23 euros)**

(précisez en cochant pour nous aider à mettre à jour plus vite le fichier du routage)

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Pour l'abonnement, je règle :23 €

En plus de mon abonnement, j'alimente la souscription permanente en versant : €

Total : €

Chèque postal ou bancaire, à l'ordre des Amis de la Révolution prolétarienne

CCP: 8044 64 Y 020 (PARIS),

adressé à Stéphane JULIEN, 6 rue des mûriers, 14930 Eterville

(ce coupon d'abonnement est téléchargeable sur le blog de la revue)